

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Séances conjointes de la 31^e session du Comité pour les animaux et
de la 25^e session du Comité pour les plantes
Genève (Suisse), 17 juillet 2020

Questions stratégiques

VISION DE LA STRATEGIE CITES

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.

Historique

2. À sa 18^e session (CoP18, Genève, 2019), la Conférence des Parties a adopté les décisions 18.23 à 18.26, *Vision de la stratégie CITES*, et notamment :

À l'adresse du Secrétariat

18.24 *Le Secrétariat :*

- a) *entreprind une analyse comparative de la Vision de la stratégie CITES pour 2021-2030 adoptée, par rapport aux objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et, une fois adopté, du Cadre pour la diversité biologique après 2020, et présente son analyse au Comité permanent pour information ; et*
- b) *examine les objectifs de la Vision de la stratégie CITES pour 2021-2030 par rapport aux résolutions et décisions actuelles de la CITES ; et identifie – pour le Comité pour les animaux et/ou le Comité pour les plantes, selon le cas, et le Comité permanent – les objectifs (s'il y en a) dont la réalisation ne semble pas soutenue par des activités mentionnées dans les orientations actuelles de la CITES telles qu'elles figurent dans les résolutions et décisions.*

À l'adresse du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes

18.25 *Le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes examinent l'étude préparée par le Secrétariat au titre du paragraphe b) de la décision 18.24, et soumettent leurs recommandations au Comité permanent.*

À l'adresse du Comité permanent

18.26 *Le Comité permanent :*

- a) *en consultation avec les présidents du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes et en tenant compte des informations fournies par les Parties dans le Rapport sur l'application ainsi que de l'analyse comparative préparée par le Secrétariat conformément à la décision 18.24, paragraphe a), formule des recommandations sur les indicateurs de progrès, nouveaux ou révisés, à inclure dans la Vision de la stratégie CITES 2021-2030, pour examen par la Conférence des Parties à sa 19^e session ;*

b) *examine les informations fournies par le Secrétariat dans la décision 18.13, ainsi que les points de vue du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes, et fait des recommandations à la 19^e session de la Conférence des Parties.*

3. Conformément à la décision 18.24, paragraphe b), le Secrétariat a préparé une mise en correspondance des objectifs de la *Vision de la stratégie CITES* avec les résolutions et décisions CITES valides, qui figure à l'annexe 1 du présent document.
4. De nombreuses résolutions et décisions pourraient correspondre à plusieurs objectifs différents de la Vision de la stratégie. Afin d'éviter que le résultat ne soit pas suffisamment ciblé, le Secrétariat a mis en correspondance, au cours de cet exercice, une résolution ou une décision avec un objectif uniquement lorsque l'ensemble des activités proposées dans cette résolution ou cette décision soutenaient directement l'objectif.

Résultats

5. Les objectifs 1.1 à 1.3 pourraient notamment être considérés comme particulièrement interconnectés et difficiles à séparer. Le Secrétariat a noté une progression dans la description de ces objectifs, l'objectif 1.1 portant sur la transposition de base des obligations de la Convention par les Parties dans les législations nationales ; l'objectif 1.2 sur les institutions nationales nécessaires à l'application de la Convention ; et l'objectif 1.3 se concentrant plus précisément sur les outils, procédures et orientations nécessaires à l'interprétation et à l'application de la Convention à l'échelle nationale. Les résolutions et décisions ont été mises en correspondance avec les objectifs 1.1 à 1.3 en gardant à l'esprit la logique mentionnée ci-dessus. L'objectif 1.2 n'a été mis en correspondance qu'avec les résolutions axées sur les organes de gestion et les autorités scientifiques : la résolution Conf. 10.3, *Désignation et rôle des autorités scientifiques*, et la résolution Conf. 18.6, *Désignation et rôles des organes de gestion*. Le Secrétariat note qu'il n'y a pas de résolution portant spécifiquement sur le rôle des points focaux chargés de veiller au respect de la Convention, mais que la résolution Conf. 11.3 (Rev. CoP18), *Application de la Convention et lutte contre la fraude*, dans son paragraphe 12, mentionne la désignation de « points focaux pour les enquêtes ».
6. Il n'y avait pas d'objectif évident sous lequel rassembler les résolutions spécifiques aux espèces. Le Secrétariat note que certaines de ces résolutions portent davantage sur les mesures de conservation, la gestion du commerce ainsi que la collecte et l'échange d'informations sur les espèces concernées, et elles ont ainsi été mises en correspondance avec l'objectif 2.5. D'autres résolutions spécifiques aux espèces portent davantage sur la lutte contre la fraude et le commerce illégal, et elles ont été mises en correspondance avec l'objectif 3.5.
7. À la suite de cet exercice de mise en correspondance, le Secrétariat note que certaines résolutions et décisions ne correspondent pas facilement à un objectif, et inversement certains objectifs ne semblent pas associés à une résolution ou une décision.
 - a) Les résolutions et décisions suivantes n'ont pas été mises en correspondance avec un objectif de la Vision de la stratégie :

Résolution Conf. 4.6 (Rev. CoP18), *Soumission des projets de résolutions et autres documents destinés aux sessions de la Conférence des Parties*
Résolution Conf. 18.2, *Constitution des comités*

Décision 18.1, *Règlement intérieur*
Décisions 18.2 à 18.3, *Déroulement des comités*
Décision 18.30, *Stratégie linguistique de la Convention*

Les résolutions et décisions mentionnées ci-dessus portent sur les procédures institutionnelles et relatives aux réunions qui sont essentielles au fonctionnement des organes directeurs de la Convention. Le Secrétariat note que la Vision de la stratégie est principalement axée sur les engagements des Parties vers le but de la CITES – qui est de garantir que le commerce international des espèces sauvages de flore et de faune ne menace pas leur survie – et qu'elle l'est moins sur les procédures internes et les organes directeurs de la Convention.

- b) Les objectifs 2.2 et 2.3 (voir ci-dessous) ne peuvent être mis en correspondance qu'avec des paragraphes de différentes résolutions et décisions, et ne sont pas représentés dans toutes les résolutions ou décisions spécifiques portant entièrement sur le partage d'informations ou la possession

d'informations suffisantes pour faire appliquer la Convention. Concrètement, les appels à développer ou à partager des informations et des outils sont dispersés dans les paragraphes de plusieurs résolutions et décisions, et aucune résolution ou décision ne traite principalement ou exclusivement cette question du partage d'informations. De même, il n'y a pas de résolution ou décision spécifique portant principalement ou exclusivement sur la nécessité de disposer d'informations suffisantes pour faire appliquer la Convention.

Objectif 2.2 – Les Parties coopèrent en partageant des informations et des outils pertinents pour l'application de la CITES.

Objectif 2.3 – Les Parties disposent d'informations suffisantes pour faire appliquer la Convention.

Comme prescrit au paragraphe 4 d) de la résolution Conf. 4.6 (Rev. CoP18), *Soumission des projets de résolutions et autres documents destinés aux sessions de la Conférence des Parties*, le Secrétariat a rassemblé une liste des exigences en matière de rapports qui figure à l'annexe 2 du présent document. En l'absence d'une définition des « exigences en matière de rapports », le Secrétariat a inclus toutes les références figurant dans la Convention, les résolutions et les décisions et demandant aux Parties d'envoyer des rapports ou des informations au Secrétariat ou à d'autres Parties. La liste est divisée en trois catégories : 1) les exigences en matière de rapports et les demandes d'informations pouvant être trouvées dans la Convention ; 2) les exigences en matière de rapports et les demandes d'informations pouvant être trouvées dans les résolutions ; et 3) les exigences en matière de rapports et les demandes d'informations pouvant être trouvées dans les décisions. Les demandes de partage d'informations et d'outils identifiées dans cette liste d'exigences en matière de rapports peuvent être utilisées pour identifier des paragraphes spécifiques des résolutions et décisions correspondant aux objectifs 2.2 et 2.3. Plutôt que de dresser une liste de paragraphes spécifiques des résolutions et décisions qui pourraient être associés aux objectifs 2.2 et 2.3, le Secrétariat a inclus la liste des exigences en matière de rapports pour les personnes souhaitant trouver les paragraphes des résolutions et décisions appelant spécifiquement au partage d'informations.

- c) De plus, certains objectifs ont été mis en correspondance avec seulement quelques décisions ou résolutions :

Objectif 3.7 – Les investissements dans le renforcement des capacités relatives à la CITES sont hiérarchisés et coordonnés, et leur réussite est surveillée pour assurer une amélioration progressive dans le temps.

Objectif 3.8 – Les Parties tirent pleinement parti des nouvelles avancées technologiques pour améliorer l'application effective et le respect de la Convention.

Le Secrétariat note que les objectifs tels que l'objectif 3.8 sur des questions émergentes sont souvent associés uniquement à des décisions plutôt qu'à des résolutions. Cela reflète la pratique de la Conférence des Parties d'introduire dans les décisions de nouvelles questions à mettre en œuvre pendant les intersessions entre les sessions de la Conférence des Parties. Une fois qu'un ensemble de décisions a été renouvelé pendant plusieurs intersessions, les enseignements tirés sont souvent transformés en résolutions. Pour les objectifs 3.7 et 3.8, des travaux sont en cours afin de développer un cadre de renforcement des capacités. Les décisions 18.39 à 18.46 correspondent à l'objectif 3.7 ; et l'objectif 3.8 est traité par les décisions 18.125 à 18.128, *Systèmes électroniques et technologies de l'information*, appelant notamment au développement de la délivrance informatisée des permis, ce qui pourrait conduire à des amendements de la résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP18), *Permis et certificats*.

Recommandations

8. Les Comités sont invités à identifier (le cas échéant) les objectifs de la *Vision de la stratégie CITES* pour lesquels les orientations actuelles de la CITES, telles qu'elles figurent dans les résolutions et décisions, ne semblent pas prévoir d'activités visant à atteindre ces objectifs, et à fournir des recommandations au Comité permanent sur la mise en correspondance de la *Vision de la stratégie CITES pour 2021-2030* avec les résolutions et décisions CITES actuelles figurant en annexe 1 du présent document.

MISE EN CORRESPONDANCE DES OBJECTIFS DE LA VISION DE LA STRATÉGIE CITES 2021-2030
AVEC LES RÉSOLUTIONS ET DÉCISIONS DE LA CITES

Objectifs stratégiques de la CITES

Veiller à ce que le commerce international ne menace pas la survie d'espèces sauvages de la faune et de la flore :

BUT 1 LE COMMERCE DES ESPÈCES INSCRITES AUX ANNEXES DE LA CITES EST PRATIQUÉ EN RESPECTANT PLEINEMENT LA CONVENTION AFIN DE PARVENIR À LA CONSERVATION ET À L'UTILISATION DURABLE DE CES ESPÈCES		
<u>Objectifs</u>	<u>Résolutions</u>	<u>Décisions</u>
<p><u>Objectif 1.1</u> Les Parties remplissent leurs obligations en vertu de la Convention en adoptant et en mettant en œuvre une législation, des politiques et des procédures appropriées.</p>	<p>Rés. Conf. 8.4 (Rev. CoP15), <i>Lois nationales pour l'application de la Convention</i> Rés. Conf. 11.3 (Rev. CoP18), <i>Application de la Convention et lutte contre la fraude</i> Rés. Conf. 14.3 (Rev. CoP18), <i>Procédures CITES pour le respect de la Convention</i> Rés. Conf. 15.2, <i>Examens de politiques en matière de commerce d'espèces sauvages</i> Les politiques et procédures sont traitées dans l'objectif 1.3.</p>	<p>18.62 - 18.67, Lois nationales d'application de la Convention 18.74, Examen de la résolution Conf. 11.3 (Rev. CoP18)</p>
<p><u>Objectif 1.2</u> Les Parties ont mis en place des organes de gestion et des autorités scientifiques CITES, ainsi que des points focaux chargés de veiller au respect de la Convention qui s'acquittent efficacement de leurs obligations découlant de la Convention et des résolutions pertinentes.</p>	<p>Rés. Conf. 10.3, <i>Désignation et rôles des organes de gestion</i> Rés. Conf. 18.6, <i>Désignation et rôles des organes de gestion</i></p>	
<p><u>Objectif 1.3</u> L'application de la Convention au niveau national est conforme aux résolutions et aux décisions adoptées par la Conférence des Parties.</p>	<p>Rés. Conf. 4.22, <i>Preuve du droit étranger</i> Rés. Conf. 4.25 (Rev. CoP18), <i>Réserves</i> Rés. Conf. 4.27, <i>Interprétation de l'Article XVII, paragraphe 3, de la Convention</i> Rés. Conf. 5.10 (Rev. CoP15), <i>Définition de l'expression "à des fins principalement commerciales"</i></p>	<p>18.151, <i>Conséquences du transfert d'une espèce d'une Annexe à une autre</i> 18.157 à 18.157, <i>Introduction en provenance de la mer</i> 18.159 à 18.164, <i>Utilisation des spécimens confisqués</i></p>

	<p>Rés. Conf. 6.7, <i>Interprétation de l'Article XIV, paragraphe 1, de la Convention</i></p> <p>Rés. Conf. 9.5 (Rev. CoP16), <i>Commerce avec les Etats non-Parties à la Convention</i></p> <p>Rés. Conf. 9.6 (Rev. CoP16), <i>Commerce des parties et produits facilement identifiables</i></p> <p>Rés. Conf. 9.7 (Rev. CoP15), <i>Transit et transbordement</i></p> <p>Rés. Conf. 9.19 (Rev. CoP15), <i>Enregistrement des pépinières qui reproduisent artificiellement des spécimens d'espèces végétales inscrites à l'Annexe I à des fins d'exportation</i></p> <p>Rés. Conf. 9.21 (Rev. CoP18), <i>Interprétation et application des quotas pour les espèces inscrites à l'Annexe I</i></p> <p>Rés. Conf. 9.25 (Rev. CoP18), <i>Application de la Convention aux espèces de l'Annexe III</i></p> <p>Rés. Conf. 10.13 (Rev. CoP18), <i>Application de la Convention aux espèces d'arbres</i></p> <p>Rés. Conf. 10.16 (Rev.), <i>Spécimens d'espèces animales élevés en captivité</i></p> <p>Rés. Conf. 10.17 (Rev. CoP14), <i>Hybrides d'animaux</i></p> <p>Rés. Conf. 10.20, <i>Passages transfrontaliers fréquents d'animaux vivants appartenant à des particuliers</i></p> <p>Rés. Conf. 10.21, <i>Transport des spécimens vivants</i></p> <p>Rés. Conf. 11.11 (Rev. CoP18), <i>Réglementation du commerce des plantes</i></p> <p>Rés. Conf. 11.15 (Rev. CoP18), <i>Prêts, dons, ou échanges de spécimens de musées, d'herbiers et de recherche à des fins de diagnostic et de criminalistique</i></p> <p>Rés. Conf. 11.17 (Rev. CoP18), <i>Rapports nationaux</i></p> <p>Rés. Conf. 12.3 (Rev. CoP18), <i>Permis et certificats</i></p> <p>Rés. Conf. 12.10 (Rev. CoP15), <i>Enregistrement des établissements élevant en captivité à des fins commerciales des espèces animales inscrites à l'Annexe I</i></p> <p>Rés. Conf. 13.6 (Rev. CoP18), <i>Application de l'Article VII, paragraphe 2, concernant les spécimens "pré-Convention"</i></p> <p>Rés. Conf. 13.7 (Rev. CoP17), <i>Contrôle du commerce des spécimens constituant des objets personnels ou à usage domestique</i></p> <p>Rés. Conf. 14.6 (Rev. CoP16), <i>Introduction en provenance de la mer</i></p> <p>Rés. Conf. 14.7 (Rev. CoP15), <i>Gestion des quotas d'exportation établis au plan national</i></p>	<p>14.69, <i>Spécimens élevés en captivité et en ranch</i></p> <p>18.172 à 18.173, <i>Examen des dispositions CITES relatives au commerce des spécimens non sauvages d'animaux et de plantes</i></p> <p>18.174 à 18.175, <i>Elevage en captivité de lézards à corne</i></p> <p>18.176 à 18.177, <i>Examen des dispositions de la Résolution Conf. 17.7 (Rev. CoP18)</i></p> <p>18.178, <i>Orientations relatives à l'expression « reproduits artificiellement »</i></p> <p>18.179 à 18.181, <i>Spécimens qui poussent à partir de graines ou de spores prélevées dans la nature, considérés comme étant reproduits artificiellement</i></p> <p>17.170 (Rev. CoP18), <i>Stocks</i></p> <p>18.182 à 18.185, <i>Stocks (ivoire d'éléphant)</i></p> <p>16.162 (Rev. CoP18) et 18.316 à 18.320, <i>Annotations</i></p>
--	--	---

	<p>Rés. Conf. 16.8 (Rev. CoP17), <i>Passages transfrontaliers fréquents, à des fins non commerciales, d'instruments de musique</i></p> <p>Rés. Conf. 16.10, <i>Application de la Convention aux taxons produisant du bois d'agar</i></p> <p>Rés. Conf. 17.7 (Rev. CoP18), <i>Étude du commerce de spécimens d'animaux signalés comme produits en captivité</i></p> <p>Res Conf. 17.8, <i>Utilisation des spécimens d'espèces inscrites aux annexes de la CITES commercialisés illégalement et confisqués</i></p> <p>Rés. Conf. 18.7, <i>Avis d'acquisition légale</i></p>	
<p><u>Objectif 1.4</u> Les annexes de la CITES reflètent correctement l'état et les besoins de conservation des espèces.</p>	<p>Rés. Conf. 5.20 (Rev. CoP17), <i>Lignes directrices à l'intention du Secrétariat pour l'élaboration des recommandations révisées à l'Article XV</i></p> <p>Rés. Conf. 8.21 (Rev. CoP16), <i>Consultation des Etats de l'aire de répartition sur les propositions d'amendement des Annexes I et II</i></p> <p>Rés. Conf. 9.20 (Rev.), <i>Lignes directrices pour l'évaluation des propositions d'élevage en ranch des tortues marines soumises conformément à la résolution Conf. 11.16 (Rev. CoP15)</i></p> <p>Rés. Conf. 9.21 (Rev. CoP18), <i>Interprétation et application des quotas pour les espèces inscrites à l'Annexe I</i></p> <p>Rés. Conf. 9.24 (Rev. CoP17), <i>Critères d'amendement des Annexes I et II</i></p> <p>Rés. Conf. 11.16 (Rev. CoP15), <i>Elevage en ranch et commerce des spécimens élevés en ranch d'espèces transférées de l'Annexe I à l'Annexe II</i></p> <p>Rés. Conf. 11.21 (Rev. CoP18), <i>Utilisation des annotations dans les Annexes I et II</i></p> <p>Rés. Conf. 12.11 (Rev. CoP18), <i>Nomenclature normalisée</i></p> <p>Rés. Conf. 14.5, <i>Réunions de dialogue</i></p> <p>Rés. Conf. 14.8 (Rev. CoP17), <i>Examen périodique des espèces inscrites aux Annexes I et II</i></p>	<p>14.81, <i>Grands cétacés</i></p> <p>18.321 to 18.322, <i>Annotation #15</i></p> <p>18.323 à 18.326, <i>Annotation de l'aloè du Cap (Aloe ferox)</i></p> <p>18.327 à 18.330, <i>Produits contenant des spécimens d'orchidées inscrites à l'Annexe II</i></p> <p>18.152 à 18.156, <i>Définition de "destinataires appropriés et acceptables"</i></p> <p>18.304 à 18.306, <i>Nomenclature (liste des Cactaceae et son supplément)</i></p> <p>18.307 à 18.308, <i>Production d'une liste CITES pour les Dalbergia spp.</i></p> <p>18.309 à 18.310, <i>Utilisation de versions datées de bases de données en ligne comme références de nomenclature normalisée</i></p> <p>18.311 à 18.3312, <i>Nomenclature et identification des coraux</i></p> <p>18.313 à 18.314, <i>Nomenclature pour les inscriptions à l'Annexe III</i></p> <p>18.315, <i>Nomenclature pour Manidae spp.</i></p> <p>17.312 (Rev. CoP18), <i>Nomenclature (Noms d'ordre et de famille des oiseaux)</i></p>
<p><u>Objectif 1.5</u> Les Parties améliorent l'état de conservation des spécimens inscrits aux annexes de la CITES, mettent en place des mesures nationales de conservation, soutiennent leur utilisation durable et encouragent la coopération en matière de</p>	<p>Rés. Conf. 8.3 (Rev. CoP13), <i>Reconnaissance des avantages du commerce de la faune et de la flore sauvages</i></p> <p>Rés. Conf. 2.11 (Rev.), <i>Commerce des trophées de chasse provenant d'espèces inscrites à l'Annexe I</i></p> <p>Rés. Conf. 10.14 (Rev. CoP16), <i>Quotas pour les trophées de chasse et les peaux de léopards à usage personnel</i></p>	<p>18.28 à 18.29, <i>Espèces inscrites à l'Annexe I</i></p> <p>18.165 à 18.170, <i>Quotas pour les trophées de chasse de léopard (Panthera pardus)</i></p>

gestion des ressources sauvages partagées.	<p>Rés. Conf. 10.15 (Rev. CoP14), <i>Etablissement de quotas pour les trophées de chasse de markhors</i></p> <p>Rés. Conf. 10.19 (Rev. CoP14), <i>Les médecines traditionnelles</i></p> <p>Rés. Conf. 11.20 (Rev. CoP18), <i>Définition de l'expression "destinataires appropriés et acceptables"</i></p> <p>Rés. Conf. 12.6 (Rev. CoP18), <i>Conservation et gestion des requins</i></p> <p>Rés. Conf. 12.7 (Rev. CoP17), <i>Conservation et commerce des esturgeons et des polyodons</i></p> <p>Rés. Conf. 12.8 (Rev. CoP18), <i>Etude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II</i></p> <p>Rés. Conf. 13.9, <i>Encourager la coopération entre les Parties où se trouvent des établissements d'élevage ex situ et celles qui réalisent des programmes de conservation in situ</i></p> <p>Rés. Conf. 13.5 (Rev. CoP18), <i>Établissement de quotas d'exportation pour les trophées de chasse de rhinocéros noirs</i></p> <p>Rés. Conf. 16.6 (Rev. CoP18), <i>La CITES et les moyens d'existence</i></p> <p>Rés. Conf. 17.9, <i>Trophées de chasse d'espèces inscrites à l'Annexe I ou II</i></p>	
BUT 2 LES DÉCISIONS DES PARTIES SONT SOUTENUES PAR LES MEILLEURES INFORMATIONS ET DONNÉES SCIENTIFIQUES DISPONIBLES		
<u>Objectifs</u>	<u>Résolutions</u>	Décisions
<u>Objectif 2.1</u> Les avis de commerce non préjudiciable des Parties sont basés sur les meilleures informations scientifiques disponibles, et les avis d'acquisition légale sont basés sur les meilleures informations techniques et juridiques disponibles.	Rés. Conf. 16.7 (Rev. CoP17), <i>Avis de commerce non préjudiciable</i> Rés. Conf. 18.7, <i>Avis d'acquisition légale</i>	18.122 à 18.124, <i>Orientations pour émettre des avis d'acquisition légale</i> 18.132 à 18.134, <i>Avis de commerce non préjudiciable</i>
<u>Objectif 2.2</u> Les Parties coopèrent en partageant des informations et des outils pertinents pour l'application de la CITES.	Rés. Conf. 11.17 (Rev. CoP18), <i>Rapports nationaux</i> Pour une liste détaillée, voir l'annexe 2 - Liste des exigences en matière de rapports	Voir l'annexe 2 - Liste des exigences en matière de rapports
<u>Objectif 2.3</u> Les Parties disposent d'informations suffisantes pour faire appliquer la Convention.	Rés. Conf. 11.17 (Rev. CoP18), <i>Rapports nationaux</i> Pour une liste détaillée, voir les éléments de l'annexe 2 concernant spécifiquement la lutte contre la fraude et figurant dans les lignes surlignées en gris	18.75 à 18.76, <i>Rapports annuels sur le commerce illégal</i> Voir les éléments de l'annexe 2 concernant spécifiquement la lutte contre la fraude et figurant dans les lignes surlignées en gris

<p><u>Objectif 2.4</u> Les Parties disposent d'informations suffisantes pour prendre des décisions en matière d'inscription des espèces reflétant les besoins de conservation de ces espèces.</p>	<p>Rés. Conf. 9.24 (Rev. CoP17), <i>Critères d'amendement des Annexes I et II</i></p>	<p>18.194 à 18.196, <i>Conservation des amphibiens (Amphibia spp.)</i> 18.197 à 18.202, <i>Anguilles (Anguilla spp.)</i> 17.192 (Rev. CoP18) to 17.193 (Rev. CoP18), <i>Coraux précieux (ordre Antipatharia et famille Coralliidae)</i> 18.205 à 18.208, <i>Commerce de Boswellia (Boswellia spp.)</i> 18.234 à 18.237, <i>Espèces d'arbres produisant du bois de rose [Leguminosae (Fabaceae)]</i> 18.256 à 18.259, <i>Commerce et gestion de la conservation des oiseaux chanteurs (Passériformes)</i> 18.263 à 18.265, <i>Poisson-cardinal de Banggai (Pterapogon kauderni)</i> 18.296 à 18.298, <i>Poissons marins ornementaux</i></p>
<p><u>Objectif 2.5</u> Les lacunes et besoins en informations sur les espèces clés sont identifiés et comblés.</p>	<p>Rés. Conf. 9.14 (Rev. CoP17), <i>Conservation et commerce des rhinocéros d'Asie et d'Afrique</i> Rés. Conf. 10.10 (Rev. CoP18), <i>Commerce de spécimens d'éléphants</i> Rés. Conf. 11.8 (Rev. CoP17), <i>Conservation et contrôle du commerce de l'antilope du Tibet</i> Rés. Conf. 11.9 (Rev. CoP18), <i>Conservation et commerce des tortues d'eau douce et des tortues terrestres</i> Rés. Conf. 12.5 (Rev. CoP18), <i>Conservation et commerce du tigre et des autres grands félins d'Asie de l'Annexe I</i> Rés. Conf. 12.6 (Rev. CoP18), <i>Conservation et gestion des requins</i> Rés. Conf. 12.7 (Rev. CoP17), <i>Conservation et commerce des esturgeons et des polyodons</i> Rés. Conf. 12.8 (Rev. CoP18), <i>Etude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II</i> Rés. Conf. 13.10 (Rev. CoP14), <i>Commerce des espèces exotiques envahissantes</i> Rés. Conf. 13.11 (Rev. CoP18), <i>Viande sauvage</i> Rés. Conf. 17.12, <i>La conservation, l'utilisation durable et le commerce des serpents</i> Rés. Conf. 18.8, <i>Conservation de la vigogne (Vicugna vicugna) et commerce de sa fibre et de ses produits</i></p>	<p>18.186 à 18.192, <i>Vautours d'Afrique de l'Ouest (Accipitridae spp.)</i> 18.193, <i>Guide des ressources pour le commerce des guépards (Acinonyx jubatus)</i> 18.203 à 18.204, <i>Taxons produisant du bois d'agar (Aquilaria spp. et Gyrinops spp.)</i> 18.209, <i>Napoléon (Cheilinus undulatus)</i> 18.210 à 18.217, <i>Tortues marines (Cheloniidae spp. et Dermochelyidae spp.)</i> 18.218 à 18.225, <i>Requins et raies (Elasmobranchii spp.)</i> 18.226 à 18.227, <i>Commerce d'éléphants d'Asie (Elephas maximus)</i> 18.228 à 18.233, <i>Hippocampes (Hippocampus spp.)</i> 18.238 à 18.243, <i>Pangolins (Manis spp.)</i> 18.244 à 18.250, <i>Lions d'Afrique (Panthera leo) et l'Équipe spéciale CITES sur les grands félins</i> 18.251 à 18.253, <i>Jaguar (Panthera onca)</i> 18.254 à 18.255, <i>Léopard (Panthera pardus) en Afrique</i> 18.260 à 18.262, <i>Prunier d'Afrique (Prunus africana)</i> 17.256 (Rev. CoP18) et 17.258 (Rev. CoP18), <i>Perroquet gris (Psittacus erithacus)</i></p>

		<p>18.266 à 18.269, <i>Calao à casque rond</i> (Rhinoplax vigil)</p> <p>18.270 à 18.274, <i>Saïga</i> (Saiga spp.)</p> <p>18.275 à 18.280, <i>Lambi</i> (Strombus gigas)</p> <p>18.281 à 18.285, <i>Grenouille géante du lac Titicaca</i> (Telmatobius culeus)</p> <p>18.286 à 18.291, <i>Tortues terrestres et tortues d'eau douce</i> (Testudines spp.)</p> <p>18.192 à 18.295, <i>Acoupa de MacDonald</i> (Totoaba macdonaldi)</p> <p>17.302, <i>Espèces d'arbres africaines</i></p> <p>18.299, <i>Espèces d'arbres néotropicales</i></p> <p>18.300 à 18.303, <i>Commerce des plantes médicinales et aromatiques</i></p>
<p>BUT 3 LES PARTIES (INDIVIDUELLEMENT ET COLLECTIVEMENT) DISPOSENT DES OUTILS, RESSOURCES ET CAPACITÉS NÉCESSAIRES POUR APPLIQUER ET FAIRE RESPECTER EFFICACEMENT LA CONVENTION, CONTRIBUANT AINSI À LA CONSERVATION, À L'UTILISATION DURABLE ET À LA RÉDUCTION DU COMMERCE ILLÉGAL DES ESPÈCES SAUVAGES INSCRITES AUX ANNEXES DE LA CITES</p>		
<u>Objectifs</u>	<u>Résolutions</u>	<u>Décisions</u>
<p><u>Objectif 3.1</u> Les Parties suivent des procédures administratives transparentes, pratiques, cohérentes et d'utilisation facile, et réduisent la charge de travail administratif.</p>	<p>Rés. Conf. 7.12 (Rev. CoP15), <i>Exigences en matière de marquage, pour le commerce des spécimens de taxons ayant à la fois des populations inscrites à l'Annexe I et à l'Annexe II</i></p> <p>Rés. Conf. 8.13 (Rev. CoP17), <i>Utilisation d'implants de microcircuits codés pour marquer les animaux vivants commercialisés</i></p> <p>Rés. Conf. 9.7 (Rev. CoP15), <i>Transit et transbordement</i></p> <p>Rés. Conf. 9.19 (Rev. CoP15), <i>Enregistrement des pépinières qui reproduisent artificiellement des spécimens d'espèces végétales inscrites à l'Annexe I à des fins d'exportation</i></p> <p>Rés. Conf. 10.16 (Rev.), <i>Spécimens d'espèces animales élevés en captivité</i></p> <p>Rés. Conf. 10.20, <i>Passages transfrontaliers fréquents d'animaux vivants appartenant à des particuliers</i></p> <p>Rés. Conf. 10.21, <i>Transport des spécimens vivants</i></p> <p>Rés. Conf. 11.10 (Rev. CoP15), <i>Commerce des coraux durs</i></p> <p>Rés. Conf. 11.11 (Rev. CoP18), <i>Réglementation du commerce des plantes</i></p> <p>Rés. Conf. 11.12 (Rev. CoP15), <i>Système universel d'étiquetage pour l'identification des peaux de crocodiliens</i></p>	<p>14.54 (Rev. CoP18), <i>Codes de but figurant sur les permis et certificats CITES</i></p> <p>18.144 à 18.145, <i>Traçabilité</i></p> <p>18.146, <i>Système d'étiquetage pour le commerce de caviar</i></p> <p>18.171, <i>Procédure simplifiée pour les permis et certificats</i></p>

	<p>Rés. Conf. 11.15 (Rev. CoP18), <i>Prêts, dons, ou échanges de spécimens de musées, d'herbiers et de recherche à des fins de diagnostic et de criminalistique</i></p> <p>Rés. Conf. 12.3 (Rev. CoP18), <i>Permis et certificats</i></p> <p>Rés. Conf. 12.10 (Rev. CoP15), <i>Enregistrement des établissements élevant en captivité à des fins commerciales des espèces animales inscrites à l'Annexe I</i></p> <p>Rés. Conf. 13.6 (Rev. CoP18), <i>Application de l'Article VII, paragraphe 2, concernant les spécimens "pré-Convention"</i></p> <p>Rés. Conf. 13.7 (Rev. CoP17), <i>Contrôle du commerce des spécimens constituant des objets personnels ou à usage domestique</i></p> <p>Rés. Conf. 16.8 (Rev. CoP17), <i>Passages transfrontaliers fréquents, à des fins non commerciales, d'instruments de musique</i></p>	
<p><u>Objectif 3.2</u> Les Parties et le Secrétariat élaborent, adoptent et mettent en œuvre des programmes adéquats de renforcement des capacités.</p>	<p>Rés. Conf. 3.4, <i>Coopération technique</i></p> <p>Rés. Conf. 11.19 (Rev. CoP16), <i>Manuel d'identification</i></p>	<p>18.39 à 18.46, <i>Renforcement des capacités</i></p> <p>17.108 (Rev. CoP18) à 17.110 (Rev. CoP18), <i>Étude du commerce important</i></p> <p>18.68 à 18.70, <i>Programme d'aide au respect de la Convention</i></p> <p>18.71 à 18.73, <i>Études du commerce important à l'échelle nationale</i></p> <p>17.102, <i>Spécimens élevés en captivité et en ranch</i></p> <p>18.135 à 18.139, <i>Matériels d'identification</i></p> <p>18.140 à 18.143 et 16.58 (Rev. CoP18), <i>Identification des bois et autres produits du bois</i></p> <p>16.136 (Rev. CoP18) à 16.138 (Rev. CoP18), <i>Identification et traçabilité d'esturgeons et polyodons (Acipenseriformes spp.)</i></p>
<p><u>Objectif 3.3</u> Des ressources suffisantes sont disponibles aux niveaux national et international pour appuyer les programmes de renforcement des capacités nécessaires et garantir la pleine application et le contrôle du respect de la Convention.</p>	<p>Rés. Conf. 17.3, <i>Projet sur les délégués parrainés</i></p> <p>Rés. Conf. 18.1, <i>Financement et programme de travail chiffré pour le Secrétariat pour la période triennale 2020-2022</i></p>	<p>18.4 à 18.11, <i>Accès aux finances</i></p> <p>18.12, <i>Projet sur les délégués parrainés</i></p> <p>18.13, <i>Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages</i></p>

<p><u>Objectif 3.4</u> Les Parties reconnaissent le commerce illégal des espèces sauvages comme une infraction grave, et disposent de systèmes adéquats pour le détecter et le dissuader.</p>	<p>Rés. Conf. 11.3 (Rev. CoP18), <i>Application de la Convention et lutte contre la fraude</i></p>	<p>18.74, <i>Examen de la résolution Conf. 11.3 (Rev. CoP18)</i></p>
<p><u>Objectif 3.5</u> Les Parties travaillent en collaboration avec les États de l'aire de répartition, de transit et de destination, afin de s'attaquer aux chaînes de commerce illégal dans leur totalité, notamment à travers des stratégies de réduction de l'offre et de la demande de produits illégaux, afin que le commerce soit légal et durable.</p>	<p>Rés. Conf. 10.10 (Rev. CoP18), <i>Commerce de spécimens d'éléphants</i> Rés. Conf. 11.3 (Rev. CoP18), <i>Application de la Convention et lutte contre la fraude</i> Rés. Conf. 10.8 (Rev. CoP14), <i>Conservation et commerce des ours</i> Rés. Conf. 11.7, <i>Conservation et commerce des cerfs porte-musc</i> Rés. Conf. 13.4 (Rev. CoP18), <i>Conservation et commerce des grands singes</i> Rés. Conf. 17.4, <i>Stratégies de réduction de la demande pour lutter contre le commerce illégal d'espèces inscrites aux annexes CITES</i> Rés. Conf. 17.10, <i>Conservation et commerce de pangolins</i> Rés. Conf. 17.11, <i>Conservation et contrôle du commerce du calao à casque rond</i></p>	<p>18.18 à 18.20, <i>Examen du programme ETIS</i> 18.77 à 18.80, <i>Lutte contre la fraude</i> 18.86 à 18.87, <i>Réduction de la demande pour lutter contre le commerce illégal</i> 18.88 à 18.93, <i>Soutien à la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</i> 18.94 à 18.99, <i>Ébènes (Diospyros spp.) et palissandres et bois de rose (Dalbergia spp.) de Madagascar</i> 17.226 et 18.100 à 18.109, <i>Commerce illégal de grands félins d'Asie (Felidae spp.)</i> 18.110 à 18.166, <i>Rhinocéros (Rhinocerotidae spp.)</i> 17.87 (Rev. CoP18) to 17.88 (Rev. CoP18), <i>Marchés nationaux pour les spécimens faisant fréquemment l'objet d'un commerce illégal</i> 18.117 to 18.119 on <i>Closure of domestic ivory markets</i> 18.120 à 18.121, <i>Commerce de l'ivoire de mammoth</i></p>
<p><u>Objectif 3.6</u> Les Parties prennent des mesures pour interdire, prévenir, détecter et sanctionner la corruption.</p>	<p>Rés. Conf. 17.6, <i>Interdire, prévenir, détecter et réprimer la corruption qui facilite les activités menées en violation de la Convention</i></p>	<p>18.77 to 18.78, <i>Lutte contre la fraude</i></p>
<p><u>Objectif 3.7</u> Les investissements dans le renforcement des capacités relatives à la CITES sont hiérarchisés et coordonnés, et leur réussite est surveillée pour assurer une amélioration progressive dans le temps.</p>	<p>Rés. Conf. 3.4, <i>Coopération technique</i></p>	<p>18.13, <i>Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages</i> 18.14 à 18.17, <i>Programme sur les espèces d'arbres</i> 18.21 à 18.22, <i>Programmes MIKE et ETIS</i></p>
<p><u>Objectif 3.8</u> Les Parties tirent pleinement parti des nouvelles avancées technologiques pour améliorer l'application effective et le respect de la Convention.</p>		<p>18.81 à 18.85, <i>Lutte contre la criminalité en matière d'espèces sauvages liée à Internet</i> 18.126 à 18.128, <i>Systèmes électroniques et technologies de l'information</i></p>

		18.129 à 18.131, <i>Authentification et le contrôle des permis</i> 18.147 à 18.150, <i>Spécimens issus de la biotechnologie</i>
BUT 4 L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORIENTATIONS DE LA CITES CONTRIBUENT ÉGALEMENT À D'AUTRES EFFORTS INTERNATIONAUX VISANT À PARVENIR AU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ET EN TIRENT DES ENSEIGNEMENTS		
<u>Objectifs</u>	<u>Résolutions</u>	<u>Décisions</u>
<u>Objectif 4.1</u> Les Parties soutiennent les orientations relatives au commerce durable des espèces sauvages, en particulier celles qui renforcent les capacités des peuples autochtones et des communautés locales à rechercher des moyens d'existence.	Rés. Conf. 15.2, <i>Examens de politiques en matière de commerce d'espèces sauvages</i> Rés. Conf. 13.2 (Rev. CoP14), <i>Utilisation durable de la diversité biologique: Principes et directives d'Addis-Abeba</i> Rés. Conf. 16.6 (Rev. CoP18), <i>La CITES et les moyens d'existence</i>	17.57 (Rev. CoP18), 18.31 à 18.32, <i>Participation des peuples autochtones et des communautés locales</i> 18.33 à 18.37, <i>Moyens d'existence</i>
<u>Objectif 4.2</u> L'importance d'atteindre l'objectif global de la CITES en tant que contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable pertinents, ainsi que du cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020, est reconnue.	Rés. Conf. 13.2 (Rev. CoP14), <i>Utilisation durable de la diversité biologique: Principes et directives d'Addis-Abeba</i> Rés. Conf. 18.3, <i>Vision de la stratégie CITES pour 2021-2030</i>	18.23 à 18.26, <i>Vision de la stratégie CITES</i> 18.27, <i>Examen de la Convention</i>
<u>Objectif 4.3</u> La prise de conscience du rôle, de l'objectif et des réalisations de la CITES est accrue à l'échelle mondiale.	Rés. Conf. 17.1 (Rev. CoP18), <i>Journée mondiale de la vie sauvage</i> Rés. Conf. 17.5 (Rev. CoP18), <i>Mobilisation de la jeunesse</i>	18.38, <i>Journée mondiale de la vie sauvage</i>
<u>Objectif 4.4</u> Les Parties à la CITES sont informées des actions internationales en faveur du développement durable susceptibles de contribuer à l'atteinte du but de la CITES.		17.55 (Rev. CoP18) à 17.56 (Rev. CoP18) et 18.47 à 18.48, <i>Coopération de la CITES avec d'autres conventions relatives à la biodiversité</i> 17.181, <i>Introduction en provenance de la mer</i>
BUT 5 LA RÉALISATION DE LA VISION DE LA STRATÉGIE CITES EST AMÉLIORÉE GRÂCE À LA COLLABORATION		
<u>Objectifs</u>	<u>Résolutions</u>	<u>Décisions</u>
<u>Objectif 5.1</u> Les Parties et le Secrétariat soutiennent et renforcent les partenariats de coopération existants afin d'atteindre les objectifs identifiés.	Rés. Conf. 10.4 (Rev. CoP14), <i>Coopération et synergie avec la Convention sur la diversité biologique</i> Rés. Conf. 11.4 (Rev. CoP12), <i>Conservation des cétacés, commerce des spécimens de cétacés et relations avec la Commission baleinière internationale</i> Rés. Conf. 12.4 (Rev. CoP18), <i>Coopération entre la CITES et la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, concernant le commerce des légines</i>	17.55 (Rev. CoP18) à 17.56 (Rev. CoP18) et 18.47 à 18.48, <i>Coopération de la CITES avec d'autres conventions relatives à la biodiversité</i> 18.49 à 18.51, <i>Coopération avec la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes</i> 18.55, <i>Grand dauphin de la mer Noire (Tursiops truncatus ponticus)</i>

	<p>Rés. Conf. 13.3, <i>Coopération et synergie avec la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS)</i></p> <p>Rés. Conf. 14.4, <i>Coopération entre la CITES et l'OIBT concernant le commerce des bois tropicaux</i></p> <p>Rés. Conf. 16.5, <i>Coopération avec la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes de la Convention sur la diversité biologique</i></p> <p>Rés. Conf. 16.9, <i>Le Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique et le Fonds pour l'éléphant d'Afrique</i></p> <p>Rés. Conf. 18.4, <i>Coopération avec la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques</i></p> <p>Rés. Conf. 18.5, <i>Coopération et synergie avec la Convention du patrimoine mondial</i></p> <p>Rés. Conf. 18.8, <i>Conservation de la vigogne (Vicugna vicugna) et commerce de sa fibre et de ses produits</i></p>	<p>18.56 à 18.61, <i>Initiative conjointe CMS-CITES pour les carnivores d'Afrique</i></p>
<p><u>Objectif 5.2</u> Les Parties encouragent la formation d'alliances nouvelles, innovantes et mutuellement durables entre la CITES et les partenaires internationaux compétents, le cas échéant, pour progresser vers l'objectif de la CITES et la pleine prise en compte de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique.</p>		<p>17.55 (Rev. CoP18) à 17.56 (Rev. CoP18) et 18.47 à 18.48, <i>Coopération de la CITES avec d'autres conventions relatives à la biodiversité</i></p> <p>18.52 à 18.54, <i>Coopération avec la Convention du patrimoine mondial</i></p>
<p><u>Objectif 5.3</u> La coopération entre la CITES et les mécanismes financiers internationaux et d'autres institutions connexes est renforcée afin de soutenir les activités contribuant à l'application et le contrôle du respect de la CITES.</p>		<p>18.4 à 18.11, <i>Accès aux finances</i></p> <p>18.13, <i>Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages</i></p>

REPORTING REQUIREMENTS AND SUBMISSION OF INFORMATION

In accordance with paragraph 4 d) of Resolution Conf. 4.6 (Rev. CoP18) on *Submission of draft resolutions, draft decisions and other documents for meetings of the Conference of the Parties*, the Secretariat has prepared a list of reporting requirements. En l'absence d'une définition des «exigences en matière de rapports», le Secrétariat a inclus toutes les références figurant dans la Convention, les résolutions et les décisions qui demandent aux Parties d'envoyer des rapports ou des informations au Secrétariat ou à d'autres Parties. The list is divided in three categories: 1) reporting requirements and request for information that can be found in the Convention; 2) reporting requirements and request for information that can be found in Resolutions; and 3) reporting requirements and request for information that can be found in Decision.

Reporting requirements related to enforcement are highlighted in dark grey.

CONVENTION REPORTING REQUIREMENTS AND SUBMISSION OF INFORMATION

Short title	Source	Reference	Directed to	Send to	Used by	Text of requirement	Deadline	Reporting format	Consequence of not fulfilling requirement
Annual report	Convention	Article VIII paragraph 7 Res. Conf. 11.17 (Rev. CoP18) Res. Conf. 12.6 (Rev. CoP18), para. 8 Res. Conf. 18.6	All Parties	Secretariat		Para. 1 of Res Conf 11.17 (Rev CoP18): URGES all Parties to submit their annual reports required under the provisions of Article VIII, paragraph 7 (a), by 31 October following the year for which they are due and in accordance with the most recent version of the Guidelines for the preparation and submission of CITES annual reports distributed by the Secretariat, as may be amended with the concurrence of the Standing Committee;	31 October of following year (31/10/2020 for 2019)	Notification 2019/072	Para. 15 of Res. Conf. 11.17 (Rev. CoP17): Trade suspension imposed for those Parties not complying with reporting requirement for 3 consecutive years.
Implementation report	Convention	Article VIII paragraph 7 Res. Conf. 11.17 (Rev. CoP18) Res. Conf. 17.6 Res. Conf. 18.6 Decision 18.39 c)	All Parties	Secretariat		Para. 2 of Res Conf 11.17 (Rev CoP18): URGES all Parties to submit their reports required under the provisions of Article VIII, paragraph 7 (b), one year before each meeting of the Conference of the Parties, beginning with the 17th meeting of the Conference of the Parties and in accordance with the report format distributed by the Secretariat, as may be amended by the Secretariat from time to time with the concurrence of the Standing Committee;	31 October 2021 for 2018-2020	Notification 2016/006	Para. 15 of Res. Conf. 14.3 (Rev. CoP18): Biennial reports are among the means of monitoring compliance with the Convention. No compliance measures have been taken to date related to lack of compliance with the reporting requirement
Follow-up to reports	Convention	Article XII paragraph 2 d)	All Parties	Secretariat		Article XII para. 2 d): The functions of the Secretariat shall be: d) to study the reports of Parties and to request from Parties such further information with respect thereto as it deems necessary to ensure implementation of the present Convention;	Ongoing	-	Res. Conf. 14.3 (Rev. CoP18)
Reservations	Convention	Article XV paragraph 3 Article XVI paragraph 2 Article XXIII Res. Conf. 9.25 (Rev. CoP17)	All Parties	Depositary Government (Switzerland)		Article XV.3: During the period of 90 days provided for by sub-paragraph (c) of paragraph 1 or sub-paragraph (l) of paragraph 2 of this Article any Party may by notification in writing to the Depositary Government make a reservation with respect to the amendment. Until such reservation is withdrawn the Party shall be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to trade in the species concerned.	90 days after CoP	-	Reservations not accepted for deposit.
Compliance	Convention	Article XIII Res. Conf. 14.3 (Rev. CoP18) Res. Conf. 11.3 (Rev. CoP18) Res. Conf. 18.6	All Parties	Secretariat	Standing Committee	Para. 5 a) of Res. Conf. 11.3 (Rev. CoP18): RECOMMENDS that: a) when, in application of Article XIII of the Convention and Resolution Conf. 14.3 on <i>CITES compliance procedures</i> , the Secretariat requests information on a potential compliance matter, Parties reply within one month or, if this is impossible, acknowledge within the month and indicate a date, even an approximate one, by which they consider it will be possible to provide the information requested;	Ongoing	-	Compliance measures to be adopted by the Standing Committee, including possible trade suspension

Management and scientific authorities	Convention	Article IX Res. Conf. 8.4 (Rev. CoP15) Res. Conf. 10.3 Res. Conf. 18.6	All Parties	Depositary Government (Switzerland) & The Secretariat	Article IX paragraph 2: A State depositing an instrument of ratification, acceptance, approval or accession shall at that time inform the Depositary Government of the name and address of the Management Authority authorized to communicate with other Parties and with the Secretariat. Article IX paragraph 3: Any changes in the designations or authorizations under the provisions of this Article shall be communicated by the Party concerned to the Secretariat for transmission to all other Parties.	When joining and when MA and SA change	-	None.
Registered scientific institutions	Convention	Article VII paragraph 6 Res. Conf. 11.15 (Rev. CoP18) Res. Conf. 18.6	All Parties	Secretariat	Para. 3 g) ii) of Resolution Conf. 11.15: RECOMMENDS that: g) Parties implement the exemption for scientific exchange in Article VII, paragraph 6, as follows: ii) each Management Authority should communicate to the Secretariat as soon as practicable the names and addresses and the type of research they can provide, of those scientific institutions so registered, and the Secretariat without delay then communicate this information to all other Parties;	1 March 2020	Notification 2019/068 on registration of scientific institutions	None.

REPORTING REQUIREMENTS AND SUBMISSION OF INFORMATION THAT CAN BE FOUND IN RESOLUTIONS

Short title	Source	Reference	Directed to	Send to	Used by	Text of requirement	Deadline	Reporting format	Consequence of not fulfilling requirement
Annual illegal trade report	Resolution	Res. Conf. 11.17 (Rev. CoP18) Res. Conf. 11.3 (Rev. CoP18) Res. Conf. 13.4 (Rev. CoP18) (para. 1. d) Res. Conf. 18.6 Res. Conf. 18.8 (para. 3) Decision 18.76 Decision 18.211 e) Decision 18.249 c)	All Parties	Secretariat		Para. 3 of Res. Conf. 11.17 (Rev. CoP18): URGES all Parties to submit an annual illegal trade report by 31 October each year covering actions in the preceding year and in accordance with the report format distributed by the Secretariat, as may be amended by the Secretariat from time to time with the concurrence of the Standing Committee;	31 October of following year (31/10/2020 for 2019)	Notification 2019/072	Not subject to compliance measures, decided by SC66
National legislation project	Resolution	Res. Conf. 8.4 (Rev. CoP15)	All Parties	Secretariat	Standing Committee	Para. 2: URGES all Parties that have not adopted appropriate measures for effective implementation of the Convention to do so and inform the Secretariat when such measures have been adopted	As soon as measures have been adopted	See NLP page	Compliance measures, including trade suspension
Ranching	Resolution	Res. Conf. 11.16 (Rev. CoP15)	All Parties with approved ranching operations (Argentina, Botswana, Cuba, Ecuador, Ethiopia, Indonesia, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, South Africa, Uganda, Zambia, Zimbabwe)	Secretariat		Para. 5: RECOMMENDS that: a) annual reports on all relevant aspects of each approved ranching operation be submitted to the Secretariat by the Party concerned, including the following: i) the status of the wild population concerned established by monitoring at an appropriate frequency and with sufficient precision to allow recognition of changes in population size and structure owing to ranching; ii) the number of specimens (eggs, young or adults) taken annually from the wild and the percentage of this offtake used to supply ranching operations; and iii) details of the annual production levels, and product types and quantity produced for export;	Annually/on going	See Reports page	Possibility of transfer of population concerned back to Appendix I
Personal and household effects	Resolution	Res. Conf. 13.7 (Rev. CoP18) Notification 2006/041	All Parties	Secretariat		Notification 2019/069: In Notification to the Parties No. 2005/016 of 22 March 2005 on Party-specific information, the Secretariat reminded Parties of the need to advise it whether export permits are needed for the movement of personal effects of Appendix-II species. [...] The Secretariat urges Parties to provide updated information on their implementation of Article VII, paragraph 3, of the Convention and Resolution Conf. 13.7 (Rev. CoP18), particularly on their national legislation or current practice regarding the conditions under which the exemption for personal and household effects is applied	Ongoing		None
Artificial agarwood production	Resolution	Res. Conf. 16.10	All Parties that export pure or mixed oil of agarwood	Secretariat	All Parties	Para. 8: RECOMMENDS exporting States to establish a registration system of exporters who export pure or mixed oil of agarwood. Samples of the labels used and lists of relevant exporters should be communicated to the Secretariat by exporting States, and then be provided to all Parties through a Notification;	Ongoing		None

Caviar processing / re-packaging plants	Resolution	Res. Conf 12.7 (Rev. CoP17) Res. Conf. 18.6	Range states of the species in the Order Acipenseriformes (Afghanistan, Albania, Algeria, Austria, Azerbaijan, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Canada, China, Croatia, Czech Republic, Denmark, Estonia, France, Georgia, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Iran, Ireland, Italy, Japan, Kazakhstan, Latvia, Lithuania, Mexico, Mongolia, Montenegro, Morocco, Netherlands, North Macedonia, Norway, Poland, Portugal, Republic of Moldova, Romania, Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, Tajikistan, Turkey, Turkmenistan, Ukraine, United Kingdom, United States of America, Uzbekistan)	Secretariat		Para. 2 a): RECOMMENDS, with regard to regulating trade in sturgeon products, that: a) each importing, exporting and re-exporting Party establish, where consistent with national law, a registration system for facilities producing caviar, including aquaculture operations that process and package caviar and those facilities that re-package caviar in its territory and provide to the Secretariat the list of these facilities and their official registration codes and clearly state whether it is a processing or a repackaging plant. Where consistent with the national registration system, Parties should add 'P' to registration numbers for 'processing and packaging plants' and 'R' for 'repackaging plants'. Where appropriate, Parties should, on a voluntary basis, include, in their notification of caviar-processing aquaculture plants, the sturgeon or paddlefish species used in the respective processing plant. The list should be updated when changes occur and communicated to the Secretariat without delay. The Secretariat should include this information in its register on the CITES website;	Ongoing		None
Shared stocks of Acipenseriformes	Resolution	Res. Conf 12.7 (Rev. CoP17)	Azerbaijan, Bulgaria, Canada, China, Islamic Republic of Iran, Kazakhstan, Romania, Russian Federation, Serbia, Turkmenistan, Ukraine, United States of America	Secretariat	Parties	Para. 3. a) iv): RECOMMENDS further, with regard to catch and export quotas, that: a) Parties not accept the import of caviar and meat of Acipenseriformes species from stocks shared between different range States, which are listed in Annex 3 to this Resolution, unless export quotas have been set in accordance with the following procedure: [...] iv) range States have provided to the Secretariat by 31 December of the previous year, the export quota referred to in subparagraph i) as well as the scientific data used to establish the catch and export quotas under subparagraphs ii) and iii);	31 December of the previous year		None
Enforcement authorities	Resolution	Res. Conf. 11.3 (Rev. CoP18) Res. Conf. 18.6	All Parties	Secretariat		Para. 10 c) of Res. Conf. 11.3 (Rev. CoP18): RECOMMENDS that: c) Parties, as a matter of urgency, inform the Secretariat of contact details of their relevant national law-enforcement agencies responsible for investigating illegal trafficking in wild fauna and flora;	Ongoing		None
Export quotas	Resolution	Res. Conf. 14.7 (Rev. CoP15) Res. Conf. 18.6	All Parties	Secretariat		Para. 15 of the Annex to Resolution Conf. 14.7 (Rev. CoP15): In accordance with Resolution Conf. 12.3 (Rev. CoP18), Parties should inform the CITES Secretariat of their nationally established export quotas and of revisions of such quotas. Such information can be provided at any time but, as far as possible, should be communicated at least 30 days before the start of the period to which the export quota relates.	Ongoing		None
Lost permits	Resolution	Res. Conf. 12.3 (Rev. CoP18)	All Parties	Secretariat		Para. 3 t): RECOMMENDS that: t) when a permit or certificate has been cancelled, lost, stolen or destroyed, the issuing Management Authority immediately inform the Management Authority of the country of destination, as well as the Secretariat regarding commercial shipments;	Ongoing		None
Nurseries	Resolution	Res. Conf. 9.19 (Rev. CoP15) Res. Conf. 18.6	All Parties	Secretariat		Para. 1 b) of Resolution 9.19 (Rev. CoP15): RESOLVES that: b) any Management Authority that wishes to register any commercial nursery artificially propagating specimens of species included in Appendix I for export purposes shall provide to the Secretariat, for inclusion in its Register, all appropriate information to obtain and maintain the registration of each such nursery;	Ongoing	Standard reporting format provided in Annexes 1 and 2 of Res. Conf. 9.19 (Rev. CoP15)	N/A

Hunting trophies as personal and household effect	Resolution	Res. Conf. 13.7 (Rev. CoP17)	All Parties	Secretariat		Para. 3 b) iii): AGREES that Parties shall: b) not require export permits or re-export certificates, for personal or household effects which are dead specimens, parts or derivatives of Appendix-II species except: iii) bilateral written arrangements for cross-border trade between neighbouring countries that include the required findings in Article IV of the Convention and other means of monitoring trade in hunting trophies, provided that such arrangements have been duly notified to the CITES Secretariat, and with the condition that the specimen at the time of import, export or re-export was worn, carried or included in the hunter's personal baggage;	Ongoing		None
Personally owned live animals	Resolution	Res. Conf. 10.20 Res. Conf. 18.6	All Parties	Secretariat		Para. 1 n): RECOMMENDS that: n) Parties maintain records of the number of certificates of ownership issued under this Resolution and if possible include the certificate numbers and the scientific names of the species concerned in their annual reports.	Ongoing		None
Regional reports	Resolution	Res. Conf. 18.2	AC/PC/SC regional representatives (all Parties to contribute)	Secretariat	AC/PC/SC	Para. 13 g) of Annex 2 to Resolution Conf. 18.2: The duties of Members elected to the Animals and Plants Committees and their alternates are as follows: g) the Members should submit a written report, covering the preceding period, to each meeting of the Committee;	60 days before each AC and PC meeting	Informal models have been shared amongst members.	None
Registered captive-breeding operations	Resolution	Res. Conf. 12.10 (Rev. CoP15) Res. Conf. 18.6	All Parties	Secretariat	Register	Para. 5 c): RESOLVES that: c) the Management Authority shall provide the Secretariat with appropriate information to obtain, and to maintain, the registration of each captive-breeding operation as set out in Annex 1;	Ongoing	Annex 3 of Res. Conf. 12.10 (Rev. CoP15)	None
Sample documents	Resolution	Res. Conf. 12.3 (Rev. CoP18) Decision 18.125	All Parties	Secretariat		Para. 3 q): RECOMMENDS that: q) Parties that have not yet done so communicate to the Secretariat the names of the persons empowered to sign permits and certificates, as well as three specimens of their signatures, and that all the Parties communicate, within one month of any change thereto, the names of persons who have been added to the list of those already empowered to sign, the names of persons whose signatures are no longer valid and the dates the changes took effect; Para. 15 b): RECOMMENDS that: b) any Party using phytosanitary certificates as certificates of artificial propagation inform the Secretariat and provide copies of the certificates, stamps, seals, etc. that are used; Para. 17 c): RECOMMENDS that: c) Parties send to the Secretariat copies of permits, electronic and paper, issued for species subject to quotas if so requested by the Conference of the Parties, the Standing Committee or the Secretariat;	Ongoing	Notification 2015/001 on Sample permits and certificates and signature specimens	None
Stricter domestic measures	Resolution	Article XIV paragraph 1 Res. Conf. 4.22 Res. Conf. 6.7 Res. Conf. 12.3 (Rev. CoP18) Res. Conf. 18.6	All Parties	Secretariat		Para. 3 s) of Res. Conf. 12.3 (Rev. CoP18): s) each Party inform the other Parties, direct or through the Secretariat, of any stricter internal measures it has taken under Article XIV, paragraph 1 (a), of the Convention, and that, when a Party is informed of this, it refrain from issuing permits and certificates that run counter to these measures;	Ongoing		None

Review of significant trade	Resolution	Res. Conf. 12.8 (Rev. CoP18)	Selected Parties (see the RST webpage)	Secretariat	AC/PC/SC	Para. 1 d) i) of Resolution Conf. 12.8 (Rev. CoP18): the Secretariat shall: i) within 30 days after the meeting of the Animals or Plants Committee at which species/country combinations are selected, or within 30 days after the Committee has selected a species/country combination on an exceptional basis, notify selected range States that their species has been selected, providing an overview of the review process and an explanation for the selection. The Secretariat shall request range States to provide the scientific basis by which it is established that exports from their country are not detrimental to the survival of the species concerned and are compliant with Article IV, paragraphs 2 (a), 3 and 6 (a) of the Convention. In its letter, the Secretariat shall provide guidance to range States on how to respond, explain the consequences of not responding to the request, and inform the range States that the responses will be made available on the CITES website as part of the agenda for meetings of the Animals or Plants Committee. Range States shall be given 60 days to respond;	Range States consulted over implementation of Article IV given 60 days to respond. Responses to preliminary categorization also required within 60 days. Deadlines for implementation of recommendations between 90 days and 2 years.	Guidance to range States in document CoP17 Doc. 33, Annex 4	Possibility of measures concerning trade in the affected species from that Party
Animals specimens reported as produced in captivity	Resolution	Res. Conf. 17.7 (Rev. CoP18)	Selected Parties (see the CITES webpage)	Secretariat	AC/PC/SC	Para. 2 f): The Secretariat shall, within 30 days after the relevant meeting of the Animals Committee, notify the country or countries concerned that species produced in captivity in their country have been selected for review, and provide them with an overview of the review process and an explanation for the selection provided by the Animals Committee. The Secretariat shall ask the country or countries to provide information, within 60 days, in response to general or specific questions, developed by the Animals Committee, to determine if the correct source codes have been used, under the applicable Resolutions, for specimens claimed to be produced in captivity; and	Selected Parties given 60 days to respond		Possibility of measures concerning trade in the affected species from that Party
Non-detriment findings	Resolution	Res. Conf. 16.7 (Rev. CoP17)	All Parties	Secretariat	Website	Para. 2 b) and c): ENCOURAGES Parties to: b) share experiences and examples of ways of making non-detriment findings, including through appropriate regional or subregional workshops, and communicate them to the Secretariat; c) request the Secretariat to make available these examples on the CITES web site;	Ongoing	Not applicable.	None
World Wildlife Day	Resolution	Res. Conf. 17.1 (Rev. CoP18)	All Parties	Secretariat		Para. 2: INVITES all Parties and non-party States, national and international organizations with an interest in wildlife conservation, to associate celebrations of World Wildlife Day to national, regional and international conservation events, where appropriate, and to communicate the planned activities to the Secretariat in advance;	Ongoing		N/A
Convicted traders	Resolution	Res. Conf. 11.3 (Rev. CoP18)	All Parties	Secretariat		Para. 10 m): RECOMMENDS that: m) Parties inform the Secretariat, when possible, about convicted illegal traders and persistent offenders;	Ongoing		None
Significant cases of illegal trade	Resolution	Res. Conf. 11.3 (Rev. CoP18) Notification 2009/028	All Parties	Secretariat		Para. 10 k): RECOMMENDS that: k) Parties provide to the Secretariat, as appropriate, and in a manner that would not jeopardize any ongoing investigations or expose covert investigative techniques, detailed information regarding significant cases of illegal trade;	Ongoing	Ecomessage form	None
Asian big cats	Resolution	Res. Conf. 12.5 (Rev. CoP18) Decision 18.103	All Parties, particularly Appendix-I Asian big cat range States	Parties / Secretariat		Para. 1 e) and l): URGES: e) all range States and other relevant Parties to implement systems for the recording of information relating to illegal trade in Asian big cats and to share this information as appropriate to ensure coordinated investigations and enforcement; l) all Parties that make seizures of tiger skins within their territories,	Ongoing		None

						when possible, to share images of the seized tiger skins with the national focal points or agencies in tiger range States, which have photographic identification databases for tigers, and the capacity to identify tigers from photographs of tiger skins, so as to identify the origin of illegal specimens. The images should be taken from above with the skin spread. In the case of whole tiger carcasses seized with the skin intact, images should be taken of both sides of the carcass; Para. 2 a): INSTRUCTS the Secretariat to: a) report to the Standing Committee and the Conference of the Parties on the status of Asian big cats in the wild, their conservation, and trade controls in place in Parties, using information provided by the range States on measures taken to comply with this Resolution and related relevant Decisions and any relevant additional information provided by relevant countries;			
Cetaceans	Resolution	Res. Conf. 11.4 (Rev. CoP12)	All Parties	Secretariat		Para. 12: URGES every country concerned to submit to the CITES Secretariat any information relevant to its inventory of whale parts and derivatives and to examination of unknown whale products, for dissemination by the Secretariat to interested Parties upon request;	Ongoing		None
Elephants	Resolution	Res. Conf. 10.10 (Rev. CoP18)	All Parties and range States	Secretariat		Para. 7 e): FURTHER URGES those Parties in whose jurisdiction there is an ivory carving industry, a legal domestic trade in ivory, an unregulated market for or illegal trade in ivory, or where ivory stockpiles exist, and Parties designated as ivory importing countries, to ensure that they have put in place comprehensive internal legislative, regulatory, enforcement and other measures to: e) maintain an inventory of government-held stockpiles of ivory and, where possible, of significant privately held stockpiles of ivory within their territory, and inform the Secretariat of the level of this stock each year before 28 February, inter alia to be made available to the programme Monitoring the Illegal Killing of Elephants (MIKE) and the Elephant Trade Information System (ETIS) for their analyses, indicating the number of pieces and their weight per type of ivory (raw or worked); for relevant pieces, and if marked, their markings in accordance with the provisions of this Resolution; the source of the ivory; and the reasons for any significant changes in the stockpile compared to the preceding year; Para. 21 b): RECOMMENDS that: b) each export quota be communicated to the CITES Secretariat in writing by 1 December for the following calendar year (1 January to 31 December); Details of submitting information to the MIKE and ETIS programmes are provided in Annexes 1 and 2 of Res. Conf. 10.10 (Rev. CoP18)	(i) raw ivory stocks each year before 28 February. (ii) export quota by 1 December for the next calendar year (1 January to 31 December); (iii) information on tusks exported to be provided with annual report (ID marks, etc)	Notification 2019/079	If the quota is not submitted by the deadline, the State in question have a zero quota until such time as it communicates its quota in writing to the Secretariat and the Secretariat in turn notifies the Parties; Remedial action will be determined by Standing Committee and CoP.
Elephants (domestic ivory markets)	Resolution	Res. Conf. 10.10 (Rev. CoP18)	All Parties and range States	Secretariat		Para. 9: REQUESTS Parties to inform the Secretariat of the status of the legality of their domestic ivory markets and efforts to implement the provisions of this Resolution, including efforts to close those markets that contribute to poaching or illegal trade;	Ongoing		Standing Committee to review measures taken by Parties to implement these and other provisions in the resolution, and make targeted recommendations as appropriate (which may include NIAPs).
Elephant seizures	Resolution	Res. Conf. 10.10 (Rev. CoP18)	All Parties	Secretariat		Para. 24: RECOMMENDS that Parties share with the Secretariat and source countries information on the origin or age of seized ivory specimens arising from forensic analysis of samples to facilitate investigations and prosecutions, and for analysis by MIKE and ETIS in their reporting to the Standing Committee and the Conference of the Parties;	Ongoing		Standing Committee to review measures taken by Parties to implement these and other provisions in the resolution, and make targeted recommendations as appropriate (which may include NIAPs).

Elephants (NIAPs)	Resolution	Res. Conf. 10.10 (Rev. CoP18)	Range States identified by the MIKE and ETIS reports (see the NIAP webpage)	Secretariat		Para. 10: FURTHER DIRECTS the Secretariat, with reference to the findings of ETIS, MIKE and its findings on the status of domestic ivory markets, and within available resources: a) to identify those Parties that have unregulated internal markets for ivory, where ivory is found to be illegally traded, where ivory stockpiles are not well secured, or that have significant levels of illegal trade in ivory; b) to seek from each Party so identified information concerning its implementation of the provisions of this Resolution relating to ivory trade and, where appropriate and in consultation with the Party, undertake in situ verification missions; and c) to report its findings and recommendations to the Standing Committee, which may consider recommendations to support the implementation of the present Resolution, including requests to identified Parties to develop and implement National Ivory Action Plans, and monitor progress in executing these Action Plans, in accordance with the Guidelines contained in Annex 3, as well as other appropriate measures in accordance with Resolution Conf. 14.3 (Rev. CoP18) on <i>CITES compliance procedures</i> ;	Ongoing	Annex 3 of Res. Conf. 10.10 (Rev. CoP18)	Possibility of trade suspension
Elephants (NIAPs)	Resolution	Res. Conf. (Rev. CoP18), Annex 3	All Parties participating in the NIAP process (see the NIAP webpage)	Secretariat	SC	Step 4: Monitoring of implementation a) Parties should submit progress reports to the Secretariat 90 days in advance of each regular Standing Committee meeting, using the template for progress reports on NIAP implementation, available on the NIAP webpage on the CITES Website;	6 August 2020 (SC73) 90 days before SC74	Template for progress reports	Possibility of trade suspension
Rhino general	Resolution	Res. Conf. 9.14 (Rev. CoP17)	Range States of African and Asian rhinoceroses, implicated States, other Parties and other stakeholders	Secretariat	CoP	Para. 7: DIRECTS the Secretariat, prior to each meeting of the Conference of the Parties, and pending external funding, to commission the IUCN/SSC African and Asian Rhino Specialist Groups and TRAFFIC to submit a report to the Secretariat on: a) the national and continental conservation status of African and Asian rhinoceros species, b) trade in specimens of rhinoceros, c) stocks of specimens of rhinoceros and stock management, d) incidents of illegal killing of rhinoceroses, e) enforcement issues, f) conservation actions and management strategies with an evaluation of their effectiveness; and g) measures implemented by implicated States to end the illegal use and consumption of rhinoceros parts and derivatives; Para. 8: REQUESTS the IUCN/SSC African and Asian Rhino Specialist Groups and TRAFFIC to engage with range and implicated States as appropriate, as well as with the UNEP World Conservation Monitoring Centre, when producing the report, and to reflect the outcomes of these consultations in their reporting pursuant to this Resolution; Para. 2 e) iii): URGES e) the Parties that are affected by illegal killing of rhinoceroses and the trafficking of rhinoceros horns, either as range or implicated States, to: iii) provide information on the effectiveness of strategies or programmes referred to in subparagraphs e) i) and ii) above, to the IUCN/SSC African and Asian Rhino Specialist Groups and TRAFFIC, to assist in identifying best practices and challenges experienced, and for inclusion into the joint IUCN/TRAFFIC report;	Deadline for submission of CoP documents		None

Rhino seizures	Resolution	Res. Conf. 9.14 (Rev. CoP17)	All Parties	Secretariat		Para. 1 e), f) and g): URGES all Parties to: e) immediately bring the seizure of illegal rhinoceros specimens made within their territories: i) to the attention of authorities in countries of origin, transit and destination, as applicable, providing information associated with the seizure, for example on modus operandi, accompanying documentation, any identification marks on the seized specimens, where appropriate the details of the offenders involved, and any other information that could assist the initiation of investigations as appropriate, in countries of origin, transit and destination; or ii) to the attention of the CITES Secretariat in cases where sufficient information is not available to identify the countries of origin, transit and destination of the seized rhinoceros specimens, including information describing the circumstances of the seizure; f) collect samples from rhinoceros horn seized within their territories for forensic analysis, to link such horns to crime scenes and implicated suspects, and to promote successful prosecution; g) use the Form for collection and sharing of data on rhinoceros horn seizures and on samples for forensic analysis provided in the Annex to this Resolution, as a standard format to collect and share information about seizures of rhinoceros specimens, and for the collection of relevant data to accompany samples collected from seized rhinoceros specimens for forensic analyses, in support of the implementation of paragraphs e) i) and ii) and f) above;	Ongoing	Annex of Res. Conf. 9.14 (Rev. CoP17)	None.
Rhino stocks	Resolution	Res. Conf. 9.14 (Rev. CoP17)	All Parties	Secretariat		Para. 2 a): URGES a) all Parties that have stocks of rhinoceros horn to identify, mark, register and secure such stocks, and declare these to the Secretariat each year before 28 February, in a format to be defined by the Secretariat;	28 February every year	Notification 2019/078	None
Tibetan antelope	Resolution	Res. Conf. 11.8 (Rev. CoP17)	All Parties	Secretariat		Para. 3 c): URGES: c) all Parties immediately bring every seizure of illegal Tibetan antelope wool and its products made within its territory to the attention of authorities in countries of origin, transit and destination, as applicable, and to the attention of the Secretariat; provide available associated information on the seizure to enable follow-up investigations to take place; where appropriate, make full use of the Ecomessage of INTERPOL and existing law enforcement networks, including the World Customs Organization; and report to the Secretariat the progress of follow-up investigations.	Ongoing	Ecomessage form	None
Disposal of confiscated live specimens	Resolution	Res. Conf. 17.8	All Parties	Secretariat		Para. 3 c): RECOMMENDS that: the Secretariat be informed about any decision taken on the disposal of confiscated live specimens of species that are either in Appendix I or, if in Appendix II or III, involve commercial quantities;	Ongoing		None
Snakes	Resolution	Res. Conf. 17.12	All Parties	Secretariat		Para. 19 a) and f): RECOMMENDS that: a) Parties, prior to the implementation of a traceability system for python skins, inventory and tag those skins and provide this information to the Secretariat as a baseline; f) the Secretariat should compile such information on available identification technologies and projects to make them available to Parties;	Ongoing		None
IPBES	Resolution	Res. Conf. 18.4	All Parties	Secretariat	Secretariat / IPBES	Para. 2: INVITES Parties to provide inputs to the Secretariat in order to provide timely responses to IPBES in regard to CITES engagement;	Ongoing		None.

REPORTING REQUIREMENTS AND SUBMISSION OF INFORMATION THAT CAN BE FOUND IN DECISIONS

Short title	Source	Reference	Directed to	Send to	Used by	Text of requirement	Deadline	Reporting format	Consequence of not fulfilling requirement
Tree species programme	Decision	18.14	All Parties	Secretariat	PC/SC	Parties are invited to provide information to the Secretariat regarding their experiences, lessons learned and recommendations on: a) past work under the ITTO-CITES programme for implementing CITES for tropical timber species and its contribution to their implementation of the Convention; and b) work under the CITES Tree Species Programme for implementing CITES for tree species listed in Appendix II.			
Engagement of indigenous peoples and local communities*	Decision	18.32	All Parties	Secretariat	SC	The Secretariat shall: a) issue a Notification inviting Parties to provide information on their experiences and lessons learned in engaging indigenous peoples and local communities* in CITES processes;			
Capacity-building	Decision	18.39	All Parties	Secretariat	SC	Parties are invited to: a) provide information to the Secretariat regarding capacity-building materials and efforts that could be shared among Parties; [...] e) share ideas, experiences, and information related to the development of a capacity building framework in response to the Notification to Parties issued by the Secretariat under Decision 18.46, paragraph a).			
National laws for the implementation of the Convention	Decision	18.62	Parties with legislation in Category 2 or 3 under the NLP (see https://cites.org/sites/default/files/projects/NLP/Legislative%20status%20table%20November%202019%20for%20web.docx)	Secretariat	SC	Parties with legislation in Category 2 or 3 under the National Legislation Project (NLP) are urged to submit to the Secretariat as soon as possible, and no later than by the 74th meeting of the Standing Committee, in one of the three working languages of the Convention details of appropriate measures that have been adopted for the effective implementation of the Convention. Such Parties are also urged to keep the Secretariat informed of legislative progress at any time and are called on to provide a written update of the legislative progress to the Secretariat, at the latest, 90 days before the 73rd meeting of the Standing Committee.	90 days before SC73 (7 July 2020) 90 days before SC74		Compliance measures, including trade suspension
National laws for the implementation of the Convention	Decision	18.63	Parties with legislation in Category 1 under the NLP (see https://cites.org/sites/default/files/projects/NLP/Legislative%20status%20table%20November%202019%20for%20web.docx)	Secretariat		Parties with legislation in Category 1 under the National Legislation Project are encouraged to inform the Secretariat of any relevant legislative developments and to provide technical or financial assistance to Parties affected by Decision 18.62, either directly or through the Secretariat.	ongoing		
Compliance Assistance Programme	Decision	18.68	All Parties	Secretariat		Parties are invited to: ab) provide to the Secretariat any relevant information on bilateral or multilateral financial or technical assistance provided to Parties subjected to CITES compliance measures to ensure the effective implementation of the provisions of the Convention and the recommendations of the Standing Committee.			
Wildlife crime linked to the Internet	Decision	18.83	All Parties	Secretariat		Parties should: a) inform the Secretariat in the event that any changes that pertain to wildlife crime linked to the Internet are made to their national legislation, as well as of any other relevant domestic measures; b) submit information to the Secretariat on websites adhering to codes of conduct to address and prevent illegal trade in wildlife; c) inform the Secretariat of any best practice models that pertain to regulation of online marketplaces and social media platforms; d) publish the results of scientific research on the correlations between use of the Internet and the rate of wildlife crime, and communicate these results to the Secretariat; and	15 April 2020		

* For the purpose of these Decisions, "indigenous peoples and local communities" is understood to include rural communities.

						e) inform the Secretariat of any trends in wildlife crime linked to the Internet identified, including any changes in trade routes and methods of shipment that have been observed.			
Wildlife crime enforcement support in West and Central Africa	Decision	18.89	Parties in West and Central Africa identified as affected by illegal trade in wildlife within the region	Parties in West and Central Africa	Parties in West and Central Africa	Parties in West and Central Africa identified as affected by illegal trade in wildlife within the region should engage in regional and bilateral activities to share information on their national legislative and regulatory measures to address such illegal trade, exchange experiences and best practices, and identify opportunities for regional and cross-border cooperation and joint actions, including where appropriate the formulation of national or regional action plans as anticipated by paragraph 14 a) ii) and 10 f) of Resolution Conf. 11.3 (Rev. CoP18) on <i>Compliance and enforcement</i> , taking into consideration the provisions of paragraph 15 g) of the same Resolution.			
Wildlife crime enforcement support in West and Central Africa	Decision	18.90	Parties importing CITES specimens from West and Central Africa	AC/PC/SC/Secretariat	AC/PC/SC/Secretariat	Parties importing CITES specimens from West and Central Africa are encouraged to assist their counterparts in West and Central Africa, by implementing measures that will address wildlife crime and support legal trade that is limited to sustainable levels, in particular by: c) as a priority, raise any concerns about imports with the exporting State, or with the Animals Committee, Plants Committee, Standing Committee, or the Secretariat.			
Malagasy palisanders and rosewoods (<i>Dalbergia</i> spp.) and ebonies (<i>Diospyros</i> spp.)	Decision	18.94	Source, transit and destination Parties for Malagasy <i>Dalbergia</i> spp. and <i>Diospyros</i> spp.	SC	SC	Source, transit and destination Parties for specimens of species of the genera <i>Dalbergia</i> and <i>Diospyros</i> occurring in Madagascar are urged to: a) enforce all the measures that are recommended by the CITES Standing Committee concerning commercial trade in specimens of these species from Madagascar, including suspensions of such trade; b) effectively manage timber stockpiles of <i>Dalbergia</i> spp. and <i>Diospyros</i> spp. from Madagascar; and c) provide written reports describing progress made with implementation of paragraphs a) and b) of this Decision to the 73rd and 74th meetings of the Standing Committee.	6 August 2020 (SC73) 60 days before SC74		
Malagasy palisanders and rosewoods (<i>Dalbergia</i> spp.) and ebonies (<i>Diospyros</i> spp.)	Decision	18.96	Madagascar	PC/SC	PC/SC	Madagascar shall: h) provide reports on progress with the implementation of Decision 18.96 to the 25th and 26th meetings of the Plants Committee and the 73rd and 74th meetings of the Standing Committee;	18 May 2020 (PC25) 6 August 2020 (SC73) 60 days before PC26 60 days before SC74		The Standing Committee shall [...] review reports from Madagascar and the Secretariat on the implementation of Decisions 18.96 and 18.97, and make recommendations to Madagascar, relevant Parties and the Secretariat as appropriate, and take measures in accordance with Resolution Conf. 14.3 (Rev. CoP18) on <i>CITES compliance procedures</i> if Madagascar fails to satisfactorily implement the actions directed to it in Decision 18.96.
Illegal trade in Asian big cats (Felidae spp.)	Decision	17.226	Parties with Asian big cat captive facilities	Secretariat	SC	All Parties in whose territory there are facilities keeping Asian big cats in captivity are requested to: a) review national management practices and controls that are in place for such facilities, to ensure that these management practices and controls are adequate to prevent Asian big cat specimens from entering illegal trade from or through such facilities; b) ensure strict application of all management practices and controls implemented to regulate the activities of facilities that keep Asian big cats in captivity, including with regard to the disposal of specimens from Asian big cats that die in captivity; and c) report to the Secretariat on progress with regard to the implementation of this Decision.	6 August 2020 (SC73)		

Illegal trade in Asian big cats (Felidae spp.)	Decision	18.103	All Parties that have made seizure of tiger skins	With the national focal points or agencies in tiger range States, which have photographic identification databases for tigers, and the capacity to identify tigers from photographs of tiger skins		All Parties that have made seizures of tiger skins since the 17th meeting of the Conference of the Parties are encouraged to share images in accordance with Resolution Conf 12.5 (Rev. CoP18) on <i>Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cat species</i> , paragraph 1 l) by 31 December 2019 and all Parties are encouraged to share images of any skins seized hereafter within 90 days of such seizure.	Within 90 days of the seizure of tiger skins		
Illegal trade in Asian big cats (Felidae spp.)	Decision	18.104	All Parties that have live tigers or seized tigers or tiger products	Czech Republic national focal point	TigrisID	Parties are encouraged, in accordance with their national regulations, to share samples of tiger specimens from living animals, seized animals or products that could contain tiger DNA with the Czech Republic national focal point for use in the genetic research project TigrisID which is focusing on the development of novel techniques to facilitate tackling illegal trade in tiger specimens.			
Illegal trade in Asian big cats (Felidae spp.)	Decision	18.107	18.100: Parties affected by illegal trade in Asian big cat specimens, in particular Parties identified in document CoP18 Doc. 71.1 (China, Czech Republic, India, Indonesia, Lao PDR, Malaysia, Myanmar, Nepal, Thailand, USA & Viet Nam); 18.102: Parties in whose territory tourist markets exist that are contributing to illegal cross border trade involving Asian big cat specimens, 18.103: Parties in whose territories that are facilities keeping Asian big cats in captivity referred to in Decision 18.108, paragraph a) (China, Czech Republic, Lao PDR, Thailand, South Africa, USA & Viet Nam); 18.104: Parties that have made seizure of tiger skins; Parties that have live tigers or seized tigers or tiger products; 18.105: All Parties, in particular those mentioned in section 3.1.5 of	Secretariat	SC	Parties are invited to report to the Secretariat on implementation of Decisions 18.100 to 18.106 in time for the Secretariat to report to the Standing Committee and the Conference of the Parties as per requirements in paragraph 2 a) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18).	6 August 2020 (SC73)		

			Annex 4 to document CoP18 Doc. 71.1 (Afghanistan, Cambodia, China, India, Lao PDR, Myanmar, Nepal, Viet Nam); 18.106: Consumer States of specimens from tiger and other Asian big cat species						
Rhinoceroses (Rhinocerotidae spp.)	Decision	18.110	Parties that seized rhino specimens	Range States / Secretariat	SC	Parties should ensure the timely reporting of seizures and submission of DNA samples to range States, and continuously review trends associated with the illegal killing of rhinoceroses and illegal trade in rhinoceros specimens, and the measures and activities they are implementing to address these crimes, to ensure that these measures and activities remain effective and are quickly adapted to respond to any newly identified trends, and report to the Secretariat in time for consideration by the Standing Committee on any activities conducted in this regard.	Reporting of seizures and submission of DNA samples to range States: ongoing Reporting to the Secretariat: 90 days before SC74		
Rhinoceroses (Rhinocerotidae spp.)	Decision	18.111	China, Mozambique, Myanmar, Namibia, South Africa and Viet Nam	Secretariat	SC	China, Mozambique, Myanmar, Namibia, South Africa and Viet Nam are encouraged to make every effort to further strengthen their implementation of paragraphs 1 e) and 2 d) of Resolution Conf. 9.14 (Rev. CoP17) on <i>Conservation of and trade in African and Asian rhinoceroses</i> , including by pursuing the initiation of joint investigations and operations aimed at addressing members of organized crime networks across the entire illegal trade chain, and to report to the Secretariat on any activities conducted in this regard, in time for consideration by the Standing Committee.	90 days before SC74		
Rhinoceroses (Rhinocerotidae spp.)	Decision	18.112	Zimbabwe	Secretariat	SC	Zimbabwe is encouraged to pursue the expeditious finalization of outstanding cases in court related to rhinoceros poaching and rhinoceros horn smuggling, to consider measures that could be implemented to facilitate the swift processing of such cases in future, and to report to the Secretariat on any activities conducted in this regard, in time for consideration by the Standing Committee.	90 days before SC74		
Closure of domestic ivory markets	Decision	18.117	Parties that have not closed their domestic markets for commercial trade in raw and worked ivory	Secretariat	SC	Parties that have not closed their domestic markets for commercial trade in raw and worked ivory are requested to report to the Secretariat for consideration by the Standing Committee at its 73rd and 74th meetings on what measures they are taking to ensure that their domestic ivory markets are not contributing to poaching or illegal trade.	90 days before SC73 (6 July 2020) 90 days before SC74		
Guidance for making legal acquisition findings	Decision	18.122	All Parties	Secretariat		Parties are invited to: a) provide to the Secretariat any relevant information, experiences, or examples regarding the use of guidance in Annex 1 to Resolution Conf. 18.7 on <i>Legal acquisition findings</i> for verifying legal acquisition of CITES specimens to be exported and any relevant information regarding the applicability of the guidance in Annex 1 to the additional circumstances in Annex 2 to Resolution Conf. 18.7; and			
Electronic systems and information technologies	Decision	18.125	All Parties	Secretariat		Parties are invited to: g) provide information to the Secretariat on the state of automation of CITES permit processes and the implementation of control systems for international trade in CITES-listed species and share their lessons learned.			
Authentication and control of permits	Decision	18.129	All Parties	Secretariat		Parties are encouraged to provide the Secretariat with information on their approaches and experiences in the authentication and control of CITES permits.			
Non-detriment findings	Decision	18.134	All Parties	AC/PC	AC/PC	Parties are encouraged to: c) make use of the guidance materials on NDFs resulting from the implementation of Decisions 18.132 and 18.133, and report experiences and findings to the Animals and Plants Committees.	60 days before each AC and PC meeting (14/18 May 2020)		

Identification materials	Decision	18.139	All Parties	Secretariat	AC/PC	Parties are encouraged to support the efforts of the working group on identification materials by providing to the Secretariat information on available identification and guidance materials that are used by Parties, and particularly by enforcement and inspection officers, to facilitate implementation of the Convention.			
Identification of timber and other wood products	Decision	18.141	All Parties	PC	PC	Parties are encouraged to collaborate with the Plants Committee, with relevant stakeholders and with existing initiatives in the implementation of Decision 18.140, by: e) reporting information on existing laboratories, effective wood identification training methods, tools and protocols for enforcement and customs officers, and the priority species of rosewoods and palisanders to the Plants Committee.	18 May 2020		
Specimens produced through biotechnology	Decision	18.147	All Parties	Secretariat		Parties are invited to provide information to the Secretariat regarding: a) cases where they have issued, or received requests to issue, CITES permits and certificates for specimens produced through biotechnology; b) other situations when they have applied the interpretation of Resolution Conf. 9.6 (Rev. CoP16) on <i>Trade in readily recognizable parts and derivatives</i> to fauna and flora products produced through biotechnology; and c) technological developments and applications taking place, particularly in their jurisdiction, that may result in the manufacture of specimens produced through biotechnology that may have impact on the interpretation and implementation of the Convention.			
Definition of 'appropriate and acceptable destinations'	Decision	18.152	Parties using the Non-binding guidance for determining whether a proposed recipient of a living specimen is suitably equipped to house and care for it contained in document CoP18 Doc. 44.1	Secretariat	AC	The Secretariat shall: d) issue a notification within 30 days of the close of the 73rd meeting of the Standing Committee inviting Parties to provide feedback on experience with using the guidance contained in document CoP18 Doc. 44.1 as well as the information provided on the CITES webpage created under paragraph a) and report this to the Animals Committee and Standing Committee for their consideration and recommendations, as appropriate			
Definition of 'appropriate and acceptable destinations'	Decision	18.154	Parties using the Non-binding guidance for determining whether a proposed recipient of a living specimen is suitably equipped to house and care for it contained in document CoP18 Doc. 44.1	Secretariat	AC	Parties are: b) encouraged to submit relevant information for the webpage created under Decision 18.152, paragraph a).	14 May 2020		
Quotas for leopard (<i>Panthera pardus</i>) hunting trophies	Decision	18.165	Parties with quotas established under Resolution Conf. 10.14 (Rev. CoP16) and which did not yet provide relevant information to the Animals Committee (Botswana, the Central African Republic and Ethiopia)	AC	AC	Parties which have quotas established under Resolution Conf. 10.14 (Rev. CoP16) on <i>Quotas for leopard hunting trophies and skins for personal use</i> , and which did not yet provide relevant information to the Animals Committee (Botswana, the Central African Republic and Ethiopia), are requested to review these quotas and consider whether these quotas are still set at levels which are non-detrimental to the survival of the species in the wild, and to share the outcomes of the review and the basis for the determination that the quota is not detrimental, with the Animals Committee at its 31st meeting.	14 May 2020		

Quotas for leopard (<i>Panthera pardus</i>) hunting trophies	Decision	18.166	Parties with quotas established under Resolution Conf. 10.14 (Rev. CoP16) (Botswana, Central African Republic, Ethiopia, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibia, South Africa, Uganda, United Republic of Tanzania, Zambia, Zimbabwe)	Parties with quotas established under Resolution Conf. 10.14 (Rev. CoP16) (Botswana, Central African Republic, Ethiopia, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibia, South Africa, Uganda, United Republic of Tanzania, Zambia, Zimbabwe)		All Parties which have quotas for leopard hunting trophies established under Resolution Conf. 10.14 (Rev. CoP16) are encouraged to exchange information and lessons learnt regarding the process for determining that such quotas are non-detrimental to the survival of the species in the wild.			
West African vultures (<i>Accipitridae</i> spp.)	Decision	18.188	All Parties	Secretariat	AC	The Secretariat shall issue a Notification to the Parties requesting the following information concerning trade in and conservation of Egyptian vulture (<i>Neophron percnopterus</i>), white-headed vulture (<i>Trigonoceps occipitalis</i>), hooded vulture (<i>Necrosyrtes monachus</i>), whitebacked vulture (<i>Gyps africanus</i>), Rüppell's vulture (<i>Gyps rueppelli</i>) and lappet-faced vulture (<i>Torgos tracheliotos</i>) in West Africa: a) biological data on West African vultures, including population size, breeding productivity, distribution, and trends across the range of the species; b) available information about harvest and levels of legal and illegal trade of vultures and their parts; c) information on threats to these species, in particular belief-based use and sentinel poisoning, and other trade-related threats; d) information on enforcement actions taken, including seizures, forensic analysis of seized specimens, arrests, prosecutions and judgments relating to illegal trade in vultures as well as disposal of seized specimens; and e) new developments regarding management, education and awareness-raising measures concerning vultures.	14 May 2020		
Eels (<i>Anguilla</i> spp.)	Decision	18.197	Range States of European eels (<i>Anguilla anguilla</i>) (Albania, Algeria, Austria, Belarus, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Egypt, Estonia, Faroe Islands, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Iran (Islamic Republic of), Ireland, Israel, Italy, Japan, Jordan, Kenya, Latvia, Lebanon, Libya, Lithuania, Luxembourg, Malta, Mauritania,	Secretariat	AC/SC	Range States of European eel (<i>Anguilla anguilla</i>) are encouraged to: a) submit any non-detriment finding studies on European eel they have undertaken to the Secretariat for inclusion on the CITES website; explore the different approaches that might be taken for making non-detriment findings for European eels traded as fingerlings (FIG) compared with those traded as other live eels (LIV); collaborate and share information with other Parties regarding such studies and their outcome, especially where the Parties share catchments or water bodies; seek review and advice from the Animals Committee or other suitable body on any non-detriment findings for European eels where appropriate; b) develop and/or implement adaptive European eel management plans at national or sub-national (or catchment) level, with defined and time-bound goals, and enhance collaboration within countries between authorities and other stakeholders with responsibilities for eel management, and between countries where water bodies or catchments are shared; c) share information on stock assessments, harvests, the results of monitoring and other relevant data with the Joint Working Group on Eels (WGEEL) of the European Inland Fisheries and Aquaculture Advisory Commission, the International Council for the Exploration of the Seas and the Central Fisheries Commission for the Mediterranean (EIFAAC/ICES/GFCM), so that a full and complete picture of the state of the European eel stock can be established;	14 May 2020 (AC31) 6 August 2020 (SC73)		

			Montenegro, Morocco, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, Syrian Arab Republic, Tunisia, Turkey, Uganda, Ukraine, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)			d) develop measures or implement more effectively existing measures to improve the traceability of eels in trade (both live and dead); e) provide the Secretariat with information regarding any changes to measures they have in place to restrict the trade in live 'glass' or fingerling European eels; and f) provide information to the Secretariat on the implementation of this Decision to allow it to report to the Animals Committee and Standing Committee, as appropriate.		
Eels (<i>Anguilla</i> spp.)	Decision	18.198	Range States of non-CITES <i>Anguilla</i> spp. in international trade (particularly <i>A. rostrata</i> (Antigua and Barbuda; Bahamas; Barbados; Belize; Canada; Colombia; Costa Rica; Cuba; Dominica; Dominican Republic; Grenada; Haiti; Honduras; Jamaica; Mexico; Nicaragua; Panama; Saint Kitts and Nevis; Saint Vincent and the Grenadines; Trinidad and Tobago; UK; USA; Venezuela); <i>A. japonica</i> (China; Republic of Korea, Japan, Philippines), <i>A. marmorata</i> (Cambodia; China; Comoros; Eswatini; Fiji; France; India; Indonesia; Japan; Kenya; Republic of Korea; Lao PDR; Madagascar; Malaysia; Mauritius; Federated States of Micronesia; Mozambique; Myanmar; Palau; Papua New Guinea; Philippines; Samoa; Solomon Islands; South Africa; Sri Lanka; United Republic of Tanzania, Thailand; Tonga; UK, United States; Vanuatu; Viet Nam; Zimbabwe); and <i>A.</i>	Secretariat	AC/SC	Range States of non-CITES <i>Anguilla</i> spp. in international trade are encouraged to: a) where appropriate, implement conservation and management measures, such as adaptive eel management plans, enhanced collaboration within countries, between authorities and other stakeholders with responsibilities for eel management, and related legislation to ensure the sustainability of harvests and international trade in <i>Anguilla</i> spp. and make these widely available; b) collaborate and cooperate with other range States on shared stocks of <i>Anguilla</i> spp. to develop shared objectives for these stocks and their management, improve the understanding of the biology of the species, conduct joint programmes of work and share knowledge and experience; c) establish monitoring programmes and develop abundance indices in range States where none exist. For ongoing programmes, identifying opportunities for expanding to new locations and/or live stages would be favourable; d) improve traceability of <i>Anguilla</i> spp. in trade (both live and dead); and e) provide information to the Secretariat on the implementation of this Decision to allow it report to the Animals Committee and Standing Committee, as appropriate.	14 May 2020 (AC31) 6 August 2020 (SC73)	

			<i>bicolor</i>) (Australia; Bangladesh; India; Indonesia; Kenya; Madagascar; Maldives; Federated States of Micronesia; Mozambique; Myanmar; Oman; Papua New Guinea; Philippines; Somalia; South Africa; Sri Lanka; United Republic of Tanzania; Viet Nam; Yemen						
Agarwood-producing taxa (<i>Aquilaria</i> spp. and <i>Gyrinops</i> spp.)	Decision	18.203	All Parties	PC	PC	The Plants Committee shall: a) monitor the implementation of Resolution Conf. 16.10 on <i>Implementation of the Convention for agarwood-producing taxa</i> to assess any potential conservation impacts to the long-term survival of agarwood-producing species and possible problems arising from the implementation, by: i) developing a questionnaire on potential conservation issues in the implementation of Resolution Conf. 16.10 on <i>Implementation of the Convention for agarwood-producing taxa</i> to be circulated to the Parties through a Notification, and analysing the responses received; ii) examining available trade data; and iii) analysing available data on the conservation status of agarwood-producing species; and b) report findings and recommendations to the 19th meeting of the Conference of the Parties and advise on the need for a study to further assess impacts of harvest, management and trade in agarwood products on the conservation of agarwood-producing species in the wild.	60 days before PC26		
Boswellia trees (<i>Boswellia</i> spp.)	Decision	18.205 & 208	Range States and Parties involved in management, propagation, or trade of <i>Boswellia</i> species	Secretariat	PC	Decision 18.205: The Secretariat shall issue a Notification to the Parties and, as appropriate, liaise with relevant stakeholders of <i>Boswellia</i> trade, requesting the following information: a) biological data on <i>Boswellia</i> species, including population size, distribution, status and population trends, identification information, and its role in the ecosystem in which it occurs; b) available information about harvest and exploitation levels, trade names, stakeholders close to the harvest of the species and supply chain characteristics for domestic consumption and international trade; c) information on threats to these species, especially as it pertains to the underlying causes of poor regeneration capability and the impact of harvest on these species; d) information on any initiatives to artificially propagate these species or produce plantations of them; e) existing regulations and ownership structures pertaining to the species, and their habitat, drivers of habitat trends and management measures in place or under development, including sustainable harvest practices; and f) suggestions for meetings or other venues that might provide opportunities to collaborate or share information regarding harvest and management of these species. Decision 18.208: Range States and Parties involved in management, propagation, or trade of <i>Boswellia</i> species are encouraged to provide information to the Secretariat, as requested in Decision 18.205.	18 May 2020 (PC25)		
Marine turtles (Cheloniidae spp. and Dermochelyidae spp.)	Decision	18.211	All Parties, in particular Parties that are marine turtle range States	Secretariat	AC/SC	Parties are urged to: m) respond to the Notification issued by the Secretariat per Decision 18.210, paragraph f) on the implementation of Decisions 18.210 to 18.214.	14 May 2020 (AC31) 6 August 2020 (SC73)		

Sharks and rays (Elasmobranchii spp.)	Decision	18.218 & 220	All Parties	Secretariat		<p>Decision 18.218 Parties are encouraged to:</p> <p>a) provide information to the Secretariat in support of the study called for in Decision 18.221 paragraph a), in particular on any national management measures that prohibit commercial take or trade, and in response to the Notification called for in Decision 18.220;</p> <p>b) in accordance with their national legislation, provide a report to the Secretariat about the assessment of stockpiles of shark parts and derivatives for CITES-listed species stored and obtained before the entry into force of the inclusion in CITES in order to control and monitor their trade, if applicable;</p> <p>Decision 18.220 The Secretariat shall:</p> <p>a) issue a Notification to the Parties, inviting Parties to:</p> <p>i) provide concise summaries of new information on their shark and ray conservation and management activities, in particular:</p> <p>A. the making of non-detriment findings;</p> <p>B. the making of legal acquisition findings;</p> <p>C. the identification of CITES-listed shark-products in trade; and</p> <p>D. recording stockpiles of commercial and/or pre-Convention shark parts and derivatives for CITES Appendix-II elasmobranch species and controlling the entry of these stocks into trade; and</p> <p>ii) highlight any questions, concerns or difficulties Parties are having in writing or submitting documentation on authorized trade for the CITES Trade Database;</p>	14 May 2020 (AC31) Possibly also 6 August 2020 (SC73)		
Trade in Asian elephants (<i>Elephas maximus</i>)	Decision	18.226	All Parties involved in the trade in Asian elephants and their parts and derivatives	Secretariat	SC	<p>All Parties involved in the trade in Asian elephants and their parts and derivatives are encouraged to:</p> <p>a) undertake, as necessary, investigations into the illegal trade in Asian elephants and their parts and derivatives, and endeavor to enforce, and where necessary improve, national laws concerning international trade in specimens of Asian elephants with the explicit intention of preventing illegal trade;</p> <p>b) develop strategies to manage captive Asian elephant populations;</p> <p>c) ensure that trade in, and cross-border movements of live Asian elephants are conducted in compliance with CITES, including the provisions in Article III, paragraph 3, for Asian elephants of wild origin;</p> <p>d) collaborate in the development and application of a regional system for registering, marking and tracing live Asian elephants, requesting as necessary assistance from experts, specialized agencies or the Secretariat; and</p> <p>e) at the request of the Secretariat, provide information on the implementation of this Decision for reporting by the Secretariat to the Standing Committee.</p>			
Seahorses (<i>Hippocampus</i> spp.)	Decision	18.230	All Parties	Secretariat	AC	<p>To support the effective implementation of Appendix II of CITES for seahorses, Parties are invited to:</p> <p>a) inform the Secretariat of any national management measures that regulate or restrict international trade in seahorses; and how they are implementing and enforcing such measures for seahorses;</p> <p>b) share copies of their non-detriment findings with the Secretariat for posting on the CITES website to assist other CITES Parties; and</p> <p>c) inform seahorse traders within their jurisdiction of any quotas, including any zero quotas, and any trade suspensions for seahorses to further facilitate compliance and enforcement by all participants in the trade.</p>	14 May 2020 (AC31)		
Seahorses (<i>Hippocampus</i> spp.)	Decision	18.231	All Parties	Secretariat	CoP	<p>Parties are encouraged to:</p> <p>a) use existing tools for effective CITES implementation and enforcement that are relevant to seahorses;</p> <p>b) where quotas, trade suspensions, or both are in place, develop monitoring programmes for seahorses in their national waters to understand effectiveness of these actions and any other relevant implementation and enforcement actions for seahorse conservation and management; and</p> <p>c) share the design and initial results of these programmes with the Secretariat to report to the 19th meeting of the Conference of the Parties.</p>	Deadline for submission of CoP documents		

Rosewood tree species [Leguminosae (Fabaceae)]	Decision	18.234 & 235	All Parties	Secretariat		Decision 18.235 Parties are encouraged to: a) respond to the Notification described in paragraph b) of Decision 18.234 in close collaboration with relevant stakeholders; and Decision 18.234 The Secretariat shall: b) issue a Notification seeking input from Parties, in particular exporting, re-exporting and importing countries, and relevant stakeholders to provide information to the Secretariat to share with the consultant for the purposes of completing the study outlined under paragraph a) above;	18 May 2020 (PC25)		
Pangolins (<i>Manis</i> spp.)	Decision	18.238	All pangolin range States (Angola, Bangladesh, Benin, Bhutan, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Brunei Darussalam, Cambodia, Cameroon, Central African Republic, Chad, China, Congo, Côte d'Ivoire, Democratic Republic of the Congo, Equatorial Guinea, Eswatini, Ethiopia, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, India, Indonesia, Kenya, Lao People's Democratic Republic, Lesotho, Liberia, Malawi, Malaysia, Mali, Mauritania, Mozambique, Myanmar, Namibia, Nepal, Niger, Nigeria, Pakistan, Philippines, Rwanda, Senegal, Sierra Leone, Singapore, Somalia, South Africa, South Sudan, Sri Lanka, Sudan, Thailand, Togo, Uganda, United Republic of Tanzania, Viet Nam, Zambia, Zimbabwe)	Secretariat	AC/SC	All pangolin range States that have not yet done so, are encouraged to take urgent steps to develop and implement <i>in situ</i> pangolin management and conservation programmes, which includes population assessments, as anticipated in paragraph 7 of Resolution Conf. 17.10 on <i>Conservation of and trade in pangolins</i> , and report on the implementation of this Decision to the Secretariat.	14 May 2020 (AC31) Possibly also 6 August 2020 (SC73)		
Pangolins (<i>Manis</i> spp.)	Decision	18.242	Parties, intergovernmental organizations, international aid agencies and nongovernmental organizations	Secretariat		Parties, intergovernmental organizations, international aid agencies and non-governmental organizations that develop tools or materials that could assist Parties in the implementation of Resolution Conf. 17.10, are invited to bring such tools or materials to the attention of the Secretariat.	Ongoing		

Jaguars (<i>Panthera onca</i>)	Decision	18.251 & 252	All Parties, in particular exporting, re-exporting and importing countries affected by illegal trade in jaguar (<i>Panthera onca</i>) specimens and range State of the jaguar (<i>Panthera onca</i>) (Argentina, Belize, Bolivia (Plurinational State of), Brazil, Colombia, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, France, Guatemala, Guyana, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Suriname, United States of America, Uruguay, Venezuela (Bolivarian Republic of))	Secretariat	SC	Decision 18.251 The Secretariat shall: c) issue a Notification seeking input from Parties, in particular exporting, re-exporting and importing countries affected by illegal trade in jaguar (<i>Panthera onca</i>) specimens, and relevant stakeholders to provide information to the Secretariat for the purposes of completing the study outlined in Decision 18.251, paragraph a). Decision 18.252 Parties, especially those that are range States of the jaguar (<i>Panthera onca</i>) and relevant stakeholders, are encouraged to take action to: b) respond to the Notification as described in paragraph c) of Decision 18.251;			
Banggai cardinalfish (<i>Pterapogon kauderni</i>)	Decision	18.263	Indonesia	AC	AC	Indonesia is encouraged to continue its conservation and management measures to ensure the sustainability of international trade in <i>Pterapogon kauderni</i> , and submit a progress report on these measures, including on the implementation of recommendations made by the Animals Committee in document AC30 Com.1 (Rev. by Sec.), to the Secretariat for onward transmittal to the Animals Committee, with its own recommendations, as appropriate.	14 May 2020 (AC31)		
Helmeted hornbill (<i>Rhinoplax vigil</i>)	Decision	18.266	All Parties, especially range, transit and consumer States of the helmeted hornbill (<i>Rhinoplax vigil</i>) – Range States of <i>Rhinoplax vigil</i> are: Brunei Darussalam, Indonesia, Malaysia, Myanmar, Singapore, Thailand.	Secretariat		Parties, especially range, transit and consumer States, should provide information to the Secretariat on their implementation of Resolution Conf. 17.11 on <i>Conservation of, and trade in, helmeted hornbill</i> , including any challenges encountered, and provide information in response to the Notification issued pursuant to Decision 18.267, paragraph c) below.	6 August 2020 (SC73) and 60 days before SC74		
Saiga antelope (<i>Saiga</i> spp.)	Decision	18.270	Range States of saiga antelope (<i>Saiga</i> spp.) (Kazakhstan, Mongolia, the Russian Federation, Turkmenistan and Uzbekistan)	Secretariat		b) Consistent with the measures directed to Saiga range States in the Medium-Term International Work Programme for the Saiga Antelope for 2016-2020 [MTIWP (2016 2020)], the range States of the saiga antelope are encouraged to establish internal market controls for saiga parts, including registration of stockpiles, labelling of parts and products, and registration of manufacturers and traders, and report such information to the CITES Secretariat.	Prior to the fourth meeting of saiga MoU signatories in 2020		
Queen conch (<i>Strombus gigas</i>)	Decision	18.275	Range States of <i>Strombus gigas</i> (Antigua and Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Brazil, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, France,	Secretariat	CoP	The range States of <i>Strombus gigas</i> are encouraged to: a) collaborate to implement the <i>Regional Queen Conch Fisheries Management and Conservation Plan</i> , and develop national Queen Conch Fisheries Management and Conservation Plans, as appropriate; b) continue to collect data on weight of <i>S. gigas</i> by processing grade in order to update and improve the regional conversion factors, and establish or update national conversion factors, taking into account the spatial variability and characteristics of the species; c) collaborate in developing and implementing joint research programmes at the sub-regional or regional level to support the making of non-	Document deadline for CoP19		

			Grenada, Haiti, Honduras, Jamaica, Mexico, Netherlands, Nicaragua, Panama, Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, Trinidad and Tobago, United Kingdom, United States of America, Venezuela)			detriment findings that take into account all fishing mortality, promote relevant research and capacity-building activities through regional fisheries management entities and mobilize financial resources for data collection; d) promote and collaborate in developing and implementing public education and awareness programmes regarding the conservation and sustainable use of <i>S. gigas</i> ; e) continue to collaborate in exploring ways to enhance the traceability of specimens of <i>S. gigas</i> in international trade, including, but not limited to, catch certificates, labelling systems and the application of genetic techniques, and consider sharing relevant experiences with the Secretariat, Parties and the Standing Committee, as appropriate, in the context of discussions on traceability systems for trade in CITES-listed species; f) collaborate on combatting illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing activity; g) make available to the Standing Committee, through the Secretariat, information concerning illegal trade in queen conch, including surveillance and enforcement activities, as appropriate; and h) provide information to the Secretariat on the implementation of paragraphs a) to f) of this Decision to allow it to report at the 19th meeting of the Conference of the Parties, in accordance with Decision 18.280, as appropriate.			
Titicaca water frog (<i>Telmatobius culeus</i>)	Decision	18.281	Range States of the Titicaca water frog (<i>Telmatobius culeus</i>) (Bolivia, Peru)	AC	AC	Range States are encouraged to collaborate and: a) conduct studies aiming to: i) estimate population size of the Titicaca water frog; and, ii) identify and monitor all international illegal trade of specimens of Titicaca water frog; b) strengthen international cooperation mechanisms for the conservation of the Titicaca water frog, and combat its illegal trade; c) develop and implement additional demand reduction strategies; d) continue to raise awareness on the importance of the conservation of the Titicaca water frog, its ecological role, cultural value, and threats, particularly the illegal trade; and e) report on implementation of paragraphs a) through d) above to the Animals Committee.	14 May 2020 (AC31)		
Tortoises and freshwater turtles (Testudines spp.)	Decision	18.286	Madagascar	SC	SC	Madagascar should: a) review its implementation of Resolution Conf. 11.9 (Rev. CoP18) on <i>Conservation of and trade in tortoises and freshwater turtles</i> ; and b) report to the 73rd meeting of the Standing Committee on its implementation of Resolution Conf. 11.9 (Rev. CoP18), including in its report, information on any seizures, arrests, prosecutions and convictions secured as a result of activities implemented to address illegal trade in tortoises from Madagascar.	6 August 2020 (SC73)		
Totoaba (<i>Totoaba macdonaldi</i>)	Decision	18.292	All Parties	Secretariat	SC	Parties, in collaboration with relevant stakeholders, are encouraged to: a) communicate to the Secretariat and the CITES Authorities of relevant Parties information on seizures of specimens of totoaba, arrests of those engaged in illegal take and trade, results of any prosecutions, and actions taken to implement this Decision;	6 August 2020 (SC73)		
Totoaba (<i>Totoaba macdonaldi</i>)	Decision	18.293	Mexico	Secretariat	SC	Mexico is urged to: a) take immediate and effective actions by 1 November 2019 in response to the threats to totoaba and vaquita posed by illegal trade by: i) deploying governmental authorities with legal powers of seizure and arrest, together with the Navy, to effectively prevent fishers and vessels from entering the Vaquita Refuge area, and invite the Secretariat to assess the effectiveness and impact of these measures before the end of 2019; ii) collecting and analysing information on organized crime groups involved in the illegal trade in totoaba, convening multi-disciplinary investigative teams to work in close collaboration with local authorities in key areas of concern, and undertaking intelligence-driven operations and investigations for addressing illegal trade in totoaba; iii) providing regular (every six months) updates on these actions and their results to the Secretariat; and	6 August 2020 (SC73)		"The Standing Committee shall [...] make any appropriate recommendations within the mandate of the Standing Committee in accordance with Resolution Conf. 14.3 (Rev. CoP18) on <i>CITES compliance procedures</i> ." (Decision 18.295)

						<p>iv) establishing and operationalizing, together with relevant Parties, the trilateral enforcement contact group called for in the outcomes of the 2017 “Trilateral Meeting China/United States/Mexico On The Combat Against Illegal Traffic Of Totoaba Fish (<i>Totoaba macdonaldi</i>) August 23-25, Ensenada, Mexico”;</p> <p>b) intensify efforts and to secure resources to expand gillnet removal efforts to maintain the Vaquita Refuge area as a net-free zone, and take all necessary measures to protect net removal teams and destroy confiscated nets;</p> <p>c) adhere to the implementation of Decision 43 COM 7B.26, adopted at the 43rd session of the World Heritage Committee (Baku, 2019); and</p> <p>d) submit a comprehensive report on the implementation of Decision 18.293, paragraphs a) to d) above, as well as the information required in Decision 18.292, paragraph a), to the Secretariat in time for it to convey this to the Standing Committee at its 73rd meeting, together with any recommendations it may have.</p>			
Nomenclature (Cactaceae Checklist and its Supplement)	Decision	18.304	All Parties	Secretariat	CoP	Parties shall inform the Secretariat on their experience in using the CITES Cactaceae Checklist (3rd edition) and its Supplement (2018) and any issues that may arise as they apply these lists, including feedback to improve it in the light of relevant updates of cacti taxonomy.	18 May 2020 (PC25) or 60 days before PC26		
Annotations	Decision	18.318	All Parties	Secretariat	SC	Parties are invited to consult with relevant stakeholders and provide to the Secretariat information regarding the mechanisms proposed in Decision 18.316; the definitions proposed in paragraph b) of Decision 16.162 (Rev. CoP18) and the practical challenges resulting from the implementation of the annotations to the Appendices, including but not limited to those on the rosewood-tree species, agarwood-producing taxa (<i>Aquilaria</i> spp. and <i>Gyrinops</i> spp.), <i>Aniba rosaeodora</i> , <i>Bulnesia sarmientoi</i> and orchids proposed in paragraph a) of Decision 16.162 (Rev. CoP18), and provide examples of practical solutions identified when handling those challenges.	6 August 2020 (SC73) 60 days before SC74		
Annotation of Cape aloe (<i>Aloe ferox</i>)	Decision	18.323 & 326	Range countries (Lesotho and South Africa), consumer countries, and other countries involved in the management, propagation, or trade of <i>Aloe ferox</i> .	Secretariat	PC	<p>Decision 18.323</p> <p>The Secretariat shall issue a Notification to the Parties after one year of the conclusion of the 18th meeting of the Conference of the Parties requesting the following information:</p> <p>a) whether, and if so how, the amended annotation #4 has impacted the international trade in <i>Aloe ferox</i> specimens; and</p> <p>b) whether, and if so how, the amended annotation #4 has affected the population size, distribution, status and harvest of <i>Aloe ferox</i>.</p> <p>Decision 18.326</p> <p>Range countries, consumer countries, and other countries involved in the management, propagation, or trade of <i>Aloe ferox</i> are encouraged to provide information regarding the status, management, and trade in this species as requested under Decision 18.323.</p>	60 days before PC26		
Products containing specimens of Appendix-II orchids	Decision	18.327 & 328	All Parties	Secretariat	PC	<p>Decision 18.327</p> <p>Subject to available resources, the Secretariat shall:</p> <p>a) assess the potential conservation impact of exempting orchid products and derivatives (wild and artificially propagated) from CITES controls, thereby completing the work already initiated on orchids used in the production of cosmetics and personal care products, and considering orchids used in other commodities (e.g. medicinals);</p> <p>b) where necessary and appropriate to complement the assessment under paragraph a), seek pertinent information from Parties and relevant stakeholder groups, including industry, such as</p> <p>i) on the trade in orchid products from source to final product, including the identification of the major industry sectors involved in the trade;</p> <p>ii) how non-detriment findings and legal acquisition findings are made;</p> <p>iii) traceability along the supply and value chains; and</p> <p>iv) conservation concerns for wild populations; and</p> <p>Decision 18.328</p> <p>Parties are encouraged to:</p> <p>a) submit pertinent information as requested in Decision 18.327 to the Secretariat;</p>	18 May 2020 (PC25)		

